

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

STELLANTIS BANK

Société anonyme au capital de 131.101.482 euros
Siège social : 2 Boulevard de l'Europe - 78300 Poissy
562 068 684 R.C.S. Versailles

**Comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2023 approuvés par
l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 21 mai 2024****COMPTES SOCIAUX****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Stellantis Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Emission d'attestations et rapports requis par les textes réglementaires et légaux,
- Emission d'un rapport de constat résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions Fonds de Résolution Unique.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit*(Se référer aux notes 2.3.e, 2.5, 3.2, 4.6 et 5.5 de l'annexe aux comptes annuels)*

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, Stellantis Bank est exposé au risque de crédit.</p> <p>Stellantis Bank comptabilise des provisions et dépréciations pour couvrir les risques de crédits avérés inhérents à ses activités. Ces provisions et dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés, ou plus souvent compte tenu de l'activité de Stellantis Bank de provisions collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Ces provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes étapes du calcul : constitution de portefeuilles homogènes, détermination des paramètres de risque applicables et du fait générateur des dépréciations.</p> <p>Dans certaines conditions, des provisions complémentaires prennent en compte des risques ou incertitudes spécifiques identifiés par Stellantis Bank et qui ne seraient pas déjà couverts par les provisions décrites précédemment.</p> <p>Au 31 décembre 2023, le montant net des opérations avec la clientèle exposée au risque de crédit s'élève à 5 181 millions d'euros ; le montant total des dépréciations à l'actif s'élève à 44,6 millions d'euros et des provisions pour risques et charges au passif à 18,1 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier dans le contexte d'incertitude lié à la pandémie et à ses effets dans les années à venir.</p>	<p>Nous avons apprécié la conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle de Stellantis Bank et avons testé l'efficacité des contrôles manuels ou informatisés concernant l'évaluation des provisions pour dépréciation.</p> <p>Nous nous sommes assurés de la conformité de la méthodologie de provisionnement appliquée par Stellantis Bank avec le référentiel comptable en vigueur.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des provisions collectives : avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié la méthodologie retenue par Stellantis Bank et l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données. - Les principales hypothèses retenues par la Direction pour l'estimation des provisions comptabilisées sur les encours classés en douteux et douteux compromis, examen analytique du coût du risque et des éléments non récurrents. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

Evaluation des parts dans les entreprises liées*(Se référer aux notes 2.3.f et 3.10 de l'annexe aux comptes annuels)*

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Les parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au bilan pour une valeur nette comptable de 769 081 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</p> <p>Elles sont comptabilisées individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs ou l'actif net réévalué qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation.</p> <p>Lorsque la valeur d'utilité des parts est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Compte tenu de leur poids au bilan, de la sensibilité des modèles utilisés aux hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apprécier, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et hypothèses retenues par la direction pour déterminer les valeurs d'utilité. - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société. <p>Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux parts dans les entreprises liées publiées en annexe.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas le périmètre des succursales étrangères ainsi que les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Bank par l'assemblée générale du 22 décembre 2017 pour le cabinet Mazars et par celle du 25 avril 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2023, le cabinet Mazars était dans sa 7^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Paris, le 6 mai 2024

Les commissaires aux comptes

Mazars
Alexandra Kritchmar

BDO Paris
Benjamin Izarié

BILANS COMPARES EXERCICES 2023 ET 2022

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	2023 Total	2022 Total
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	374 670	264 624
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	234 318	247 796
Opérations avec la clientèle	5 180 564	3 596 739
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	8 933
Participations et autres titres détenus à long terme	3 771	3 061
Parts dans les entreprises liées	769 081	359 574
Crédit-bail et location avec option d'achat	426 959	526 765
Location simple	5 855 454	3 329 196
Immobilisations incorporelles	17 499	1 216
Immobilisations corporelles	142 997	4 559
Autres actifs	508 120	43 111
Comptes de régularisation	390 977	149 529
Total	13 904 410	8 535 103

PASSIF	2023 Total	2022 Total
Banques Centrales, C.C.P.	-	-
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	6 439 007	4 439 713
Opérations avec la clientèle	3 487 870	1 878 412
Dettes représentées par un titre	13 150	9 964
Autres passifs	537 462	35 581
Comptes de régularisation	386 244	279 075
Provisions	35 337	41 486
Dettes subordonnées	522 566	160 521
Capital souscrit	131 101	101 930
Primes d'émission	1 244 373	808 546
Réserves	965 077	531 691
Provisions réglementées et subventions	28 395	20 231
Résultat de l'exercice	113 829	227 954
Total	13 904 410	8 535 103

COMPTES DE RESULTAT COMPARES EXERCICES 2023 ET 2022

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

P&L	2023 Total	2022 Total
Intérêts et produits assimilés	367 202	164 510
Intérêts et charges assimilées	- 310 189	- 44 189
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	136 895	169 272
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 84 578	- 118 583
Produits sur opérations de location simple	1 463 686	726 417
Charges sur opérations de location simple	- 1 323 315	- 536 110
Revenus des titres à revenu variable	107 008	57 623
Commissions (produits)	18 259	24 380
Commissions (charges)	- 57 951	- 76 499
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	- 3	- 0
Autres produits d'exploitation bancaire	121 352	48 665
Autres charges d'exploitation bancaire	- 63 430	- 2 560
PRODUIT NET BANCAIRE	374 937	412 927
Charges générales d'exploitation	- 227 773	- 134 342
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	- 4 081	- 5 737
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	143 083	272 849
Coût du risque	- 27 886	- 20 270
RESULTAT D'EXPLOITATION	115 197	252 579
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	50 245	- 3 968
Reprises nettes aux provisions réglementées	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	165 441	248 611
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les bénéfices	- 43 449	- 11 463
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	- 8 164	- 9 194
RESULTAT NET	113 829	227 954

HORS BILAN (KEUR)	2023 Total	2022 Total
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	390 000	304 019
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	5 343
Engagements de financement reçus de la clientèle	321	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	24 410	213 052
Engagements de financement en faveur de la clientèle	143 054	1 029 830
Engagements sur instruments financiers à terme donnés	1 477 000	1 904 000
Engagements sur instruments financiers à terme reçus	1 477 000	1 904 000

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 2023**Cadre juridique et financier****Constitution**

La Société est la holding du Groupe. Elle détient (directement ou indirectement) l'ensemble des filiales de Stellantis Bank formant ainsi le sous-groupe SFS qui est consolidé en intégration globale par BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE SA.

Impacts de la réorganisation par Stellantis de la configuration de ses activités de financement en Europe

Depuis le 1^{er} avril 2023 :

- Le groupe BNP Paribas, via Opel Vauxhall Finance (OVF), renommé depuis Stellantis Bank SA Group, dont fait partie Opel Bank SA, renommé depuis Stellantis Bank, est devenu le partenaire de la captive de Stellantis qui assure de façon exclusive les activités de financement pour l'ensemble des 14 marques du constructeur dans trois marchés stratégiques : l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni.
- Santander s'est vu confier « le reste de l'Europe » dont la France, l'Espagne et l'Italie

Les impacts de cette restructuration dans les comptes annuels de Stellantis Bank sont les suivants :

- Concernant directement l'entité Stellantis Bank :
 - Augmentation de capital en avril de 24 371 KEUR assortie d'une prime d'émission de 360 627 KEUR afin de financer l'acquisition de 100 % des titres de PSA Bank Deutschland GmbH et de sa succursale PSA Bank Österreich (pour 613 896 KEUR), ainsi que de 100 % des titres de PSA Finance UK Limited (pour 419 261 KEUR, et de 2 094 KEUR de droits d'enregistrement)
 - Seconde Augmentation de capital de 4 801 KEUR assortie d'une prime d'émission de 75 199 KEUR en juin 2023.
 - Cession du fonds de commerce et d'une partie de l'actif net de Stellantis Bank à la société Credipar pour un total de 22 946 KEUR
 - Transfert des collaborateurs de Stellantis Bank aux sociétés Credipar et Leasys
 - Arrêt de nouveaux financements « Wholesale » dès le 1^{er} avril et remboursement intégral des lignes de crédits accordées aux dealers début novembre
 - Arrêt de l'émission de nouvelles propositions de financement aux clients « Retail » dès le 1^{er} avril et arrêt des nouveaux financements au 31 octobre
- Concernant les succursales de Stellantis Bank :
 - Cession des fonds de commerce des succursales italienne (29 930 KEUR) et espagnole (11 620 KEUR) et du fonds de commerce relatif à l'activité Free To Move Lease de la succursale allemande (18 919 KEUR)
 - Cession des portefeuilles des succursales italienne (-26 296 KEUR) et espagnole (-7 517 KEUR), ainsi que de tout ou partie de l'actif net des succursales italienne, espagnole et allemande
 - Augmentations de capital successives au niveau de PSA Bank Deutschland GmbH pour un total de 290 000 KEUR (75 000 KEUR en mai, 125 000 KEUR en juin, 90 000 KEUR en juillet)
 - Fusion transfrontalière au 2 novembre des deux entités allemandes incluant de fait la succursalisation de l'ex-PSA Bank Deutschland GmbH et par conséquent celle de PSA Bank Österreich
 - Liquidation des succursales espagnole (novembre) et italienne (décembre)
 - Emissions en Allemagne et en Autriche de dettes subordonnées AT1 et T2 pour un montant total de 365 000 KEUR afin de couvrir l'augmentation des actifs moyens pondérés générée par l'acquisition des nouvelles sociétés
- Concernant la participation au UK :
 - Acquisition de 100 % des titres de PSA Finance UK Limited (pour 419 261 KEUR, et de 2 094 KEUR de droits d'enregistrement)
 - Apport des actions détenues dans Vauxhall Finance Plc à PSA Finance UK Limited pour une valorisation de 334 570 KEUR (entraînant une moins-value de -13 802 KEUR)
 - Transfert des actifs et passifs de Vauxhall Finance Plc à PSA Finance UK Limited devenu Stellantis Financial Services UK
- Concernant les autres participations :
 - Cession des fonds de commerce des entités belge (7 042 KEUR), néerlandaise (548 KEUR), polonaise (4 834 KEUR) et portugaise (176 KEUR)
 - Liquidation du Portugal (décembre)

Information sur les comptes consolidés

STELLANTIS BANK SA est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE SA ayant son siège social 1 boulevard Haussmann 75009 Paris et BNP Paribas ayant son siège social 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

1 Bilans et comptes de résultat, par pays

a. ACTIF :

ACTIF (KEUR)	2023						2023 Total	2022 Total
	Allemagne	Autriche	Italie	Espagne	France	Intercos + titres		
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	374 515	2	-	-	153	-	374 670	264 624
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	241 840	17	-	-	19 896	- 27 435	234 318	247 796
Opérations avec la clientèle	4 922 453	171 006	-	-	87 106	-	5 180 564	3 596 739
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	8 933
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	3 771	-	3 771	3 061
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	2 334 806	- 1 565 725	769 081	359 574
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-	-	-	426 959	-	426 959	526 765
Location simple	5 191 328	534 001	-	-	130 125	-	5 855 454	3 329 196
Immobilisations incorporelles	16 668	831	-	-	-	-	17 499	1 216
Immobilisations corporelles	142 745	199	-	-	53	-	142 997	4 559
Autres actifs	456 668	66 076	-	-	29 874	- 44 499	508 120	43 111
Comptes de régularisation	346 722	22 959	-	-	21 296	-	390 977	149 529
Total	11 692 938	795 091	-	-	3 054 039	- 1 637 658	13 904 410	8 535 103

b. PASSIF :

PASSIF (KEUR)	2023						2023 Total	2022 Total
	Allemagne	Autriche	Italie	Espagne	France	Intercos + titres		
Banques Centrales, C.C.P.	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	5 526 617	538 180	-	-	401 645	- 27 435	6 439 007	4 439 713
Opérations avec la clientèle	3 480 821	2 903	-	-	4 146	-	3 487 870	1 878 412
Dettes représentées par un titre	3 242	-	-	-	9 908	-	13 150	9 964
Autres passifs	479 761	79 286	-	-	22 914	- 44 499	537 462	35 581
Comptes de régularisation	326 641	23 359	-	-	36 244	-	386 244	279 075
Provisions	26 462	2 951	-	-	5 923	-	35 337	41 486
Dettes subordonnées	338 852	22 855	-	-	160 859	-	522 566	160 521
Capital souscrit	-	-	-	-	131 101	-	131 101	101 930
Primes d'émission	-	-	-	-	1 244 373	-	1 244 373	808 546
Réserves	1 448 776	116 949	- 15 72	- 6 610	987 415	- 1 565 725	965 077	531 691
Provisions réglementées et subventions	-	-	-	-	28 395	-	28 395	20 231
Résultat de l'exercice	61 766	8 608	15 729	6 610	21 116	-	113 829	227 954
Total	11 692 938	795 091	-	-	3 054 039	- 1 637 658	13 904 410	8 535 103

c. COMPTE DE RESULTAT

P&L (KEUR)	2023						2023 Total	2022 Total
	Allemagne	Autriche	Italie	Espagne	France	Interco		
Intérêts et produits assimilés	304 812	13 852	35 261	11 719	15 422	- 13 865	367 202	164 510
Intérêts et charges assimilées	- 238 713	- 15 642	- 13 34	- 5 699	- 50 651	13 865	- 310 189	- 44 189
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-	3 598	-	133 297	-	136 895	169 272
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	- 3	- 1 910	-	- 82 665	-	- 84 578	- 118 583
Produits sur opérations de location simple	1 174 848	257 665	5 704	122	25 347	-	1 463 686	726 417
Charges sur opérations de location simple	- 1 067 313	- 234 205	- 3 028	-	- 18 769	-	- 1 323 315	- 536 110
Revenus des titres à revenu variable	84 068	-	-	-	22 940	-	107 008	57 623
Commissions (produits)	3 085	278	5 523	624	8 750	-	18 259	24 380
Commissions (charges)	- 29 216	- 1 439	- 12 48	- 2 464	- 12 352	-	- 57 951	- 76 499
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	1	-	1	- 5	-	-	- 3	- 0
Autres produits d'exploitation bancaire	101 940	5 784	3 769	2 650	7 209	-	121 352	48 665
Autres charges d'exploitation bancaire	- 60 579	- 253	- 112	47	- 2 534	-	- 63 430	- 2 560
PRODUIT NET BANCAIRE	272 934	26 038	22 977	6 994	45 994	-	374 937	412 927
Charges générales d'exploitation	- 174 856	- 14 543	- 8 468	- 4 360	- 25 545	-	- 227 773	- 134 342
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3 702	- 204	- 43	- 43	- 89	-	- 4 081	- 5 737
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	94 376	11 290	14 465	2 591	20 360	-	143 083	272 849
Coût du risque	- 18 945	- 1 839	- 1 742	- 104	- 5 257	-	- 27 886	- 20 270
RESULTAT D'EXPLOITATION	75 431	9 451	12 724	2 487	15 103	-	115 197	252 579
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	26 366	33	3 633	4 123	16 090	-	50 245	- 3 968
Reprises nettes aux provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	101 797	9 484	16 357	6 610	31 193	-	165 441	248 611
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	- 40 031	- 876	- 628	-	- 1 914	-	- 43 449	- 11 463
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-	-	-	- 8 164	-	- 8 164	- 9 194
RESULTAT NET	61 766	8 608	15 729	6 610	21 116	-	113 829	227 954

d. HORS-BILAN

HORS BILAN (KEUR)	2023			2023 Total	2022 Total
	Allemagne	Autriche	France		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	360 000	30 000	-	390 000	304 019
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-	-	-	5 343
Engagements de financement reçus de la clientèle	321	-	-	321	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	24 048	363	-	24 410	213 052
Engagements de financement en faveur de la clientèle	141 951	857	246	143 054	1 029 830
Engagements sur instruments financiers à terme donnés	1 477 000	-	-	1 477 000	1 904 000
Engagements sur instruments financiers à terme reçus	1 477 000	-	-	1 477 000	1 904 000

2 PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux règles et méthodes fixées par la réglementation bancaire en vigueur en France.

2.1 Méthodes et principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux entreprises du secteur bancaire. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses ci-dessous :

- o Continuité d'exploitation
- o Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- o Indépendance des exercices

2.2 Modifications apportées aux méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sociaux ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes

Aucun changement notable de méthode d'évaluation ou de présentation des comptes sociaux n'est à signaler durant l'exercice. L'entrée en vigueur des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2023 n'a pas eu d'effet sur les états financiers de l'exercice 2023.

2.3 Méthodes d'évaluation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Concernant l'application du règlement ANC 2014-03 sur les immobilisations, l'analyse menée n'a pas conduit à l'identification de composants significatifs à l'intérieur des familles d'immobilisations existantes.

b) Commissions :

Pour les crédits à la consommation concernant des véhicules neufs et des véhicules d'occasion, la prise en charge des commissions versées aux apporteurs d'affaires est effectuée depuis l'origine du contrat, selon le rythme actuariel au taux d'intérêt effectif du contrat sur sa durée propre, ce en conformité avec le règlement ANC 2014-07.

Les commissions d'assurance sont calculées et reversées par l'assureur mensuellement sur la durée du contrat.

c) Frais de dossier :

Pour les crédits classiques concernant des véhicules neufs et des véhicules d'occasion, les frais de dossier encaissés avec la première mensualité sont étalés selon le rythme actuariel au taux effectif du contrat sur sa durée propre.

d) Contributions constructeurs :

Pour les crédits classiques et les contrats de LOA, crédit-bail ou LLD concernant des véhicules neufs et des véhicules d'occasion, les contributions constructeurs encaissées sur véhicules éligibles sont étalées selon le rythme actuariel au taux effectif du contrat sur sa durée propre.

e) Créances sur la clientèle :

Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations. Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :

- Les encours sains se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les encours restructurés constituent une sous-catégorie des encours sains et se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les encours douteux se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois, ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement.

La classification en encours douteux d'une créance entraîne par contagion, le déclassement dans cette même catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

Les encours douteux compromis se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constituent notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

f) Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées :

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Stellantis Bank dispose d'une influence notable sur les organes d'administration et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités stratégiques. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de Stellantis Bank est supérieur ou égal à 10 %.

Les autres titres détenus à long terme sont des actions et valeurs assimilées que Stellantis Bank entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenu variable détenus dans les entreprises liées pour lesquelles Stellantis Bank dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le groupe consolidé.

Les titres de participations sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs ou l'actif net réévalué qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou perte sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée Générale n'est pas connue.

g) Opérations en devises :

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les titres des filiales et participations étrangères, libellés en devises, sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants. Les écarts de change des actifs en devises et des passifs en devises correspondant se neutralisent.

h) Subventions

Les subventions perçues pour soutenir l'investissement, notamment pour l'acquisition de véhicules à faible émission de CO₂, sont reconnues pour leur totalité directement par résultat lors de l'acquisition des véhicules.

2.4 Amortissements et dépréciations

Les amortissements des immobilisations corporelles propres ont été calculés sur la durée normale d'utilisation des biens en utilisant soit le système linéaire, soit le système dégressif.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation sauf dans le cas du fonds commercial et du mali technique résiduel (cf. infra) affecté au fonds commercial. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée dans le temps. Il est donc non amortissable, sans qu'il soit nécessaire d'en justifier. Toutefois, cette présomption est réfutable, ce qui signifie que s'il existe une durée d'utilisation limitée dans le temps, le fonds commercial doit être amorti sur sa durée d'utilisation réelle ou forfaitaire (10 ans) s'il n'est pas possible d'évaluer cette durée de façon fiable. Par ailleurs, si le fonds commercial n'est pas amorti, il doit être soumis à un test de dépréciation annuel qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.

Les durées de vie et modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

	Mode	Durée de vie
Agencements	Linéaire	De 6 à 10 ans
Installations immobilières	Linéaire	De 6 à 33 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 3 à 6 ans
Équipement de bureau	Linéaire	De 5 à 8 ans
Matériel informatique	Dégressif	De 3 à 5 ans
Logiciels	Linéaire/Dégressif	De 1 à 5 ans
Fonds commercial	Linéaire	9 ans

2.4.1 Crédit-bail

Stellantis Bank applique l'amortissement financier à l'ensemble des contrats de crédit-bail mobilier et de LOA en cours.

A la clôture, l'encours financier de ces contrats correspond ainsi à la somme de la valeur actualisée au taux du contrat des loyers H.T. dus contractuellement ainsi qu'à la valeur actualisée de la valeur résiduelle du contrat en fin de location.

Toutefois, sur la France, cette méthode ne s'applique qu'aux biens affectés aux opérations de crédit-bail pour les contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2020, les biens acquis antérieurement demeurant comptabilisés en immobilisations à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements pratiqués, amortissements répartis sur leur durée normale d'utilisation sans tenir compte de la valeur résiduelle des contrats.

Pour ces biens, une réserve latente continue d'être constatée à chaque clôture et correspond à la différence entre la valeur résiduelle des contrats de crédit-bail et la valeur nette comptable des matériels en fin de contrat. Seuls les biens pour lesquels la valeur résiduelle est inférieure à la valeur nette comptable font l'objet d'une provision pour pertes à terminaison.

2.4.2 Location simple

Le poste « Location simple » comprend les biens mobiliers loués sous forme de location longue durée sans option d'achat.

La base amortissable de ces véhicules tient compte de leur valeur résiduelle, c'est-à-dire la valeur vénale de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie attendus.

A l'issue du plan d'amortissement, la valeur résiduelle équivaut ainsi à la valeur nette comptable du bien.

A noter qu'en France la constatation d'un amortissement dérogatoire a été mise en place lorsque l'amortissement économique est inférieur à l'amortissement fiscal.

Le cas échéant, la majoration du premier loyer qui permet de réduire les mensualités du contrat de location est comptabilisée dans le compte de résultat au début de la période de location.

2.5 Créances clients et provisions pour dépréciation

- Provision pour risques et charges : La provision collective est comptabilisée en Provision pour risques et charges (cf. tableau 4.6 – provisions pour risques et charges)

Les encours clients sont déclassés en encours douteux dès lors que des éléments démontrent une défaillance du débiteur, ou en règle générale au plus tard après trois échéances impayées si aucun élément ne démontre que la cause de non règlement n'est pas liée au tiers débiteur.

Les créances impayées, douteuses et contentieuses font l'objet de provisions calculées en fonction des profils de clients de chaque pays. Le système de notations utilisé pour suivre le risque de l'activité Wholesale est externe à Stellantis Bank et correspond à celui de BNP Paribas.

Echéances Impayées		
	Douteux	CTX
Retail	4,46 % à 44,74 %	94,58 % à 100 %
LOA	4,46 % à 44,74 %	94,58 % à 100 %

2.6 Retraite à prestations définies dont indemnités de départ en retraite

La succursale allemande opère des régimes de retraite à prestations définies bénéficiant à ses salariés, régimes qui sont financés à hauteur de 93 % au 31 décembre 2023, contre 109 % au 31 décembre 2022.

Par ailleurs, le personnel de certaines sociétés du Groupe Stellantis Bank bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que des indemnités de départ ou de fin de carrière.

Les indemnités de départ en retraite du personnel font l'objet d'une provision dans les comptes sociaux. Ce passif net comptabilisé au titre des régimes postérieurs à l'emploi est la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la valeur de marché des actifs du régime (s'ils existent).

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres propres à chaque pays ou succursales de Stellantis Bank SA tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Pour la zone monétaire Euro, Stellantis Bank SA actualise ses engagements sur la base des obligations privées de haute qualité, dont la maturité correspond à la durée des engagements évalués.

En %	2023		2022	
	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires
Allemagne	3,20 %	2,50 %	3,80 %	2,50 %
Autre	na	na	2,40 %	na

2.7 Réserve latente sur opérations de crédit-bail et provision pour pertes à terminaison

Les modalités d'évaluation de la provision pour pertes à terminaison n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice 2022 : la société privilégie une approche prudente qui consiste à provisionner l'intégralité des pertes comptables à terminaison sans prise en compte des gains.

Au 31 décembre 2023 une provision pour pertes à terminaison de 4,9 K euros (contre 486 K euros en 2022) a été comptabilisée. La réserve latente sur opérations de crédit-bail (écart entre l'amortissement comptable et l'amortissement financier des contrats) étant positive au 31 décembre 2023, elle n'a donné lieu à aucun provisionnement.

2.8 Produit net bancaire des activités de Location Simple et de Crédit-Bail et assimilées

Le Produit net bancaire de ces activités est constitué des loyers versés par la clientèle, des charges d'amortissement des véhicules, du résultat de cession des véhicules restitués à la Société ainsi que des autres éléments constitutifs du résultat comme par exemple les primes liées à la distribution de ces produits à la clientèle dans le réseau de distribution.

3 COMMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DES POSTES DE L'ACTIF

3.1 Créances sur les établissements de crédit

	2023 KEUR	2022 KEUR
Créances sur les établissements de crédits	234 318	247 796
	234 318	247 796

Ces créances correspondent en totalité aux comptes ordinaires débiteurs. La durée résiduelle est inférieure à 12 mois.

3.2 Opérations avec la clientèle

	2023 KEUR			2022 KEUR		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Crédit à la consommation	1 676 451	- 42 122	1 634 329	1 877 429	- 24 341	1 853 088
Crédit aux entreprises	3 493 027	- 2 528	3 490 499	1 732 433	- 6 277	1 726 156
Autres	55 736	-	55 736	17 495	-	17 495
	5 225 214	- 44 649	5 180 564	3 627 357	- 30 618	3 596 739

Répartition encours brut par pays 31/12/2023			
	Crédit à la consommation	Crédit aux entreprises	Autres
Allemagne	1 481 755	3 417 411	47 896
Autriche	102 062	69 114	1 436
Italie	-	-	-
Espagne	-	-	-
France	92 634	6 502	6 404
Encours Brut	1 676 451	3 493 027	55 736

Répartition encours brut par pays 31/12/2022			
	Crédit à la consommation	Crédit aux entreprises	Autres
Allemagne	609 918	1 019 024	10 403
Autriche	21 772	35 626	1 072
Italie	872 578	178 782	195
Espagne	241 242	196 161	950
France	131 919	302 840	4 875
Encours Brut	1 877 429	1 732 433	17 495

La variation des encours résulte principalement de :

- La hausse suite à l'acquisition de deux nouvelles entités en Allemagne et en Autriche,
- La baisse en France suite au remboursement du Wholesale et la liquidation des succursales espagnole et italienne.

	2023 KEUR	2022 KEUR
< 3 mois	2 020 836	1 264 480
de 3 mois à 1 an	1 518 469	768 192
de 1 an à 5 ans	1 629 436	1 460 833
> 5 ans	11 823	103 234
	5 180 565	3 596 739

Ces créances comprennent des provisions pour dépréciation qui ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	31/12/2022 KEUR	Succursalisation KEUR	Dotations KEUR	Reprise KEUR	Reclassification KEUR	31/12/2023 KEUR
Provision pour créance douteuse	30 618	5 746	255 726	-247 441	0	44 649

3.3 Obligations et autres titres à revenu fixe

	2023 KEUR	2022 KEUR
Part de fonds Ecarat	-	8 933
	-	8 933

Le 20 juin 2023, le fond Ecarat 10 a été liquidé.

3.4 Crédit-bail et location avec option d'achat

	2023 KEUR	2022 KEUR
Crédit-bail	426 959	526 765
	426 959	526 765

	01/01/2023 KEUR	Acquisitions /Augmentations KEUR	Cessions / Diminutions KEUR	Dotations KEUR	Reprises KEUR	Reclassement KEUR	31/12/2023 KEUR
Valeur brute	746 016	109 555	- 227 916	-	-	-	627 655
Amortissements	- 219 251	-	-	- 131 656	150 211	-	- 200 696
Total crédit-bail	526 765	109 555	- 227 916	- 131 656	150 211	-	426 959

3.5 Location simple

Location simple	2023 KEUR	2022 KEUR
	5 855 454	3 329 196
	5 855 454	3 329 196

	01/01/2023 KEUR	Succursalisation KEUR	Acquisitions/ Augmentations KEUR	Cessions / Diminutions KEUR	Transferts KEUR	Dotations KEUR	Reprises KEUR	31/12/2023 KEUR
Valeur brute	4 113 598	1 735 708	15 731 214	- 14 230 401	- 6 015	-	-	7 344 104
Amortissements	- 784 401	- 391 834	-	-	-	- 2 640 739	2 328 325	- 1 488 650
Total Location simple	3 329 196	1 343 874	15 731 214	- 14 230 401	- 6 015	- 2 640 739	2 328 325	5 855 454

3.6 Immobilisations incorporelles

Immobilisation Incorporelles	2023 KEUR	2022 KEUR
	17 499	1 216
	17 499	1 216

	31/12/2022 KEUR	Succursalisation KEUR	Acquisitions/ Augmentations KEUR	Cessions / Diminutions KEUR	Dotations KEUR	Reprises KEUR	31/12/2023 KEUR
Valeur brute	35 681	982	18 375	- 5 529	-	-	49 509
Amortissements	- 34 465	- 451	-	-	- 2 623	5 529	- 32 010
Total Immobilisation Incorporelles	1 216	531	18 375	- 5 529	- 2 623	5 529	17 499

Les immobilisations incorporelles incluent depuis avril 2023 un fonds de commerce suite à l'acquisition des entités PSA DE et PSA AT pour 18 233 KEUR.

En 2023, suite à la fusion Stellantis Bank a incorporé les actifs de ex PSA Allemagne pour un montant net de 513 KEUR et de 17,6 KEUR pour ex PSA Autriche.

En 2023, suite au projet Omega, Stellantis Bank a cédé ses immobilisations incorporelles en Espagne et en Italie à CREDIPAR.

3.7 Immobilisations corporelles

Immobilisation Corporelles	2023 KEUR	2022 KEUR
	142 997	4 559
	142 997	4 559

	31/12/2022 KEUR	Succursalisation KEUR	Acquisitions/Au gmentations KEUR	Cessions / Diminutions KEUR	Dotations KEUR	Reprises KEUR	31/12/2023 KEUR
Valeur brute	10 062	5 730	138 910	- 5 063	-	-	149 639
Amortissements	- 5 503	- 1 980	-	-	- 1 458	2 300	- 6 642
Total Immobilisation Corporelles	4 559	3 749	138 910	- 5 063	- 1 458	2 300	142 997

3.8 Autres Actifs

Autres actifs	2023 KEUR	2022 KEUR
	508 120	43 111
	508 120	43 111

Les autres actifs sont principalement constitués de remboursements de TVA à recevoir et de diverses créances en lien avec les opérations de leasing.

3.9 Comptes de régularisation

	2023 KEUR	2022 KEUR
Comptes de régularisation	390 977	149 529
	390 977	149 529

La part de la France est de 21 296 KEUR. (33 978 KEUR au 31/12/2022.)

Ce poste contient les commissions versées aux apporteurs d'affaires pour un total de 30 625 KEUR (83 062 KEUR en 2022).

Les commissions sont calculées et comptabilisées par les systèmes d'information. Elles sont étalées sur la durée de vie des contrats de crédit. Les calculs sont effectués contrat par contrat sur base actuarielle en fonction du nombre de mensualités, des taux nominaux et des montants des commissions versées.

Les bonus versés aux distributeurs sont étalés sur la durée de vie moyenne des contrats en portefeuille.

Les charges correspondantes aux factures reçues concernant le service de maintenance ont été étalées sur base linéaire sur une durée de vie moyenne constatée des contrats de crédit en portefeuille.

3.10 Titres

La variation du poste parts dans les entreprises liées, d'obligations et autres titres à revenu fixe, et de participations et autres titres détenus à long terme résulte principalement des suites du projet Oméga :

- **PSA Bank Deutschland :**

- L'acquisition le 3 avril 2023 de 100 % des titres de PSA Bank Deutschland et de sa succursale PSA Bank Osterreich pour 613 896 KEUR. Cette acquisition s'est suivie de cinq augmentations de capital pour un total de + 290 MEUR, puis par une fusion transfrontalière et succursalisation de l'activité dans les succursales existantes de Stellantis Bank en Allemagne et en Autriche.

- **Stellantis Financial Services UK Ltd (anciennement PSA Finance UK Ltd) et Vauxhall Finance Plc :**

- Royaume-Uni : L'acquisition le 3 avril 2023 des titres de SFS UK (+419 MEUR). Cette acquisition s'est suivie d'une cession à SFS UK par Stellantis Bank de la totalité de ses titres dans Vauxhall Finance Plc, en échange de l'attribution et de l'émission par SFS UK au profit de Stellantis Bank, d'actions ordinaires (334,5 MEUR). Conformément au Share Exchange Agreement, la transaction a été effectuée en valeur de marché, sur la base de la situation nette UK GAAP de Vauxhall Finance Plc au 31/03/2023. La conséquence de cette opération est la comptabilisation d'une charge de -13,8 MEUR dans les comptes 2023 de Stellantis Bank SA.

- **La liquidation de OVF Services Portugal.**

• La réduction des investissements dans Opel Finance Poland conformément aux décisions de l'Assemblée Générale mixte extraordinaire du 30 juin 2023.

- **Ecarat 10 : liquidation du fonds le 20 juin 2023.**

• Certificats d'associés FGDR : souscription conformément au courrier reçu par Stellantis Bank le 3 janvier 2024.

	Pays	Valeurs brutes - en KEUR				Dépréciations - en KEUR				Valeurs Nettes	
		31/12/2022 KEUR	Augmentation KEUR	Diminution KEUR	31/12/2023 KEUR	31/12/2022 KEUR	Augmentation KEUR	Diminution KEUR	31/12/2023 KEUR	31/12/2022 KEUR	31/12/2023 KEUR
Parts de fonds Ecarat 10	Allemagne	8 933		8 933	-	-	-	-	-	8 933	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		8 933	-	8 933	-	-	-	-	-	8 933	-
FGDR	France	3 061	710	-	3 771	-	-	-	-	3 061	3 771
Participations et autres titres détenus à long terme		3 061	710	-	3 771	-	-	-	-	3 061	3 771
OVF Services Portugal	Portugal	3 050	-	3 050	-	3 003	-	3 003	-	47	-
Opel Finance Poland	Pologne	1 204	-	970	235	-	-	-	-	1 204	235
Opel Finance BV	Belgique	9 775	-	-	9 775	8 605	-	7 565	1 040	1 170	8 735
Opel Finance NV	Pays-Bas	7 331	-	-	7 331	3 793	-	1 190	2 603	3 539	4 729
Opel Finance SA	Suisse	28 626	-	-	28 626	24 676	2 398	-	27 075	3 950	1 552
Vauxhall Finance PLC	Royaume-Uni	349 664	-	349 664	-	-	-	-	-	349 664	-
Stellantis Financial Services UK Ltd	Royaume-Uni	-	753 832	-	753 832	-	-	-	-	-	753 832
PSA Bank Deutschland GmbH	Allemagne	-	903 896	903 896	-	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées		399 651	1 657 728	1 257 580	799 799	40 077	2 398	11 758	30 718	359 574	769 081
Total		411 645	1 658 438	1 266 513	803 570	40 077	2 398	11 758	30 718	371 568	772 852

4 COMMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DU PASSIF

4.1 Dettes envers les établissements de crédit

	2023 KEUR	2022 KEUR
Comptes ordinaires créditeurs	907	7 950
Emprunts interbancaires	6 438 100	4 431 764
	6 439 007	4 439 713

Les emprunts interbancaires présentent les valeurs résiduelles suivantes :

	2023 KEUR	2022 KEUR
< 3 mois	2 891 270	1 481 340
de 3 mois à 1 an	2 166 223	1 709 667
de 1 an à 5 ans	1 380 607	-
> 5 ans	-	1 240 757
	6 438 100	4 431 764

Les intérêts courus au 31 décembre 2023 sont 9 299 KEUR (10 653 KEUR au 31/12/2022).

4.2 Opérations avec la clientèle

	2023 KEUR	2022 KEUR
Comptes ordinaires tiers	3 174 542	1 635 574
Comptes ordinaires à terme	262 873	198 937
Autres sommes dues	48 910	40 032
Dépôts de garantie reçus	1 545	3 870
	3 487 870	1 878 412

Les comptes ordinaires créditeurs à la clientèle de la succursale allemande ont une durée résiduelle inférieure à 12 mois à hauteur de 3 174 542 KEUR (1 635 574 KEUR au 31/12/2022) (compte ordinaire overnight).

Les comptes ordinaires à terme ont une maturité maximum de 24 mois.

4.3 Dettes représentées par un titre

Dettes représentées par un titre	2023 KEUR	2022 KEUR
Titres de créances négociables	9 895	9 944
Instruments conditionnels / Instruments conditionnels vendus / Instruments conditionnels de taux d'intérêt / Opérations de couverture	3 242	-
Intérêts à payer	13	20
	13 150	9 964

En décembre 2023, Stellantis Bank SA a émis en France des titres de créances négociables pour une valeur nominale de 10 000 KEUR avec une maturité de 3 mois. Le prix de souscription était de 9 895 KEUR à un taux d'intérêt de 4,9 %.

Les intérêts courus sur ce titre au 31 décembre 2023 sont de 13 KEUR (20 KEUR au 31/12/2022).

4.4 Autres passifs

	2023 KEUR	2022 KEUR
Dépôts de garantie	43 019	35
Autres créditeurs divers	494 443	35 546
	537 462	35 581

4.5 Comptes de régularisation

	2023 KEUR	2022 KEUR
Produits constatés d'avance	300 249	169 045
Charges à payer	85 695	93 926
Autres comptes de régularisation	300	16 105
	386 244	279 075

4.6 Provisions pour risques et charges

	01/01/2023 KEUR	Changement de périmètre KEUR	Dotations KEUR	Reprises KEUR	31/12/2023 KEUR
Provision pour coût du risque	34 644	638	-	- 17 176	18 105
Provision pour perte à terminaison	486	-	-	- 481	5
Provision pour indemnités de retraite	110	8 641	819	- 929	8 641
Provision pour risque légal	4 619	-	246	- 499	4 367
Provision pour risque taxe	-	-	-	-	-
Provision pour restructuration	1 627	4 068	51	- 1 527	4 219
Autres provisions pour risque	-	-	-	-	-
TOTAL	41 486	13 347	1 116	- 20 612	35 337

Les provisions pour coût du risque sont calculées statistiquement sur la base des encours aux clientèles Retail et Wholesale.

La provision pour pertes à terminaison est constituée pour couvrir les éventuelles pertes à terminaison du portefeuille de crédit-bail de la France. Elle correspond à la différence entre la VNC projetée à la fin du contrat et la valeur résiduelle.

4.7 Dettes subordonnées

	2023 KEUR	2022 KEUR
Dettes subordonnées	522 566	160 521
	522 566	160 521

Date de		Montants KEUR
Mise en place	Maturité	
26/06/2019	26/06/2029	90 000
27/01/2020	28/01/2030	70 000
03/04/2023	04/04/2033	285 000
27/07/2023	27/07/2033	80 000
		525 000

La France a contracté en 2019 et 2020 deux emprunts subordonnés afin de couvrir ses exigences prudentielles en capital.

L'ensemble des deux tranches des dettes subordonnées a été souscrit à part égale par les deux actionnaires Banque PSA Finance et BNP PARIBAS Personal Finance.

La position au 31 décembre intègre les intérêts courus pour 7 750 KEUR (521 KEUR au 31/12/2022).

4.8 Evolution des capitaux propres

En KEUR	Capitaux propres au 31/12/2022	Affectation du résultat 2022 suite à l'assemblée générale	Augmentation de Capital	Fusion / Liquidation	Autre	Provisions réglementées	Résultat de la période	Capitaux propres au 31/12/2023
Capital Social	101 930	-	29 172					131 101
Réserve légale	10 193	-						10 193
Autre réserves	521 498	227 954		20 151	892			770 494
Primes d'émission	808 546	-	435 827					1 244 373
Report à nouveau	-	-		184 389				184 389
Résultat	227 954	- 227 954					113 829	113 829
Provisions réglementées	20 231	-				8 164		28 394
TOTAL	1 690 351	-	464 999	204 541	892	8 164	113 829	2 482 774

Au 31 décembre 2023, le capital de Stellantis Bank est constitué de 3 450 039 actions de 38 euros de nominal entièrement libérées, contre 2 682 359 actions de 38 euros au 31 décembre 2022.

Avec 1 724 984 actions chacun, Banque PSA Finance et BNP PARIBAS Personal Finance détiennent directement 99.99 % du capital.

Les actionnaires minoritaires détiennent 71 actions.

Dans les comptes sociaux en normes françaises, le boni a été déterminé comme :

- la différence entre (A) le prix d'acquisition de PSA Bank Deutschland représentative de la valeur nette des titres de PSA Bank Deutschland dans les livres de Stellantis Bank (613 896 KEUR), et la situation nette comptable de PSA Bank Deutschland au 31 décembre 2022 (548 052 KEUR),
- Cette situation nette comptable a été ajustée afin de tenir compte des distributions effectuées à l'ancien actionnaire sur le 1^{er} Trimestre 2023, préalablement à l'acquisition des titres de PSA Bank Deutschland par Stellantis Bank (-51 079 KEUR), de la dotation en capital de la succursale autrichienne qui était éliminée dans les comptes statutaires de PSA Bank Deutschland (+59 MEUR), (iii) de retraitements German GAAP / French GAAP.

Les titres de PSA Bank Deutschland ayant été acquis pendant l'exercice, le boni a été comptabilisé par capitaux propres.

Enfin, des hypothèses ont été établies par la direction afin de déterminer certains ajustements relatifs au SPV (proportion des encours titrisés).

Les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice d'un montant de 113 829 KEUR, l'assemblée générale aura à se prononcer sur l'affectation suivante :

- Bénéfice de l'exercice : 113 829 KEUR
- Affectation à la réserve légale à hauteur de : 2 917 KEUR
- Report à nouveau : 0 KEUR
- Bénéfice distribuable : 110 912 KEUR

- Affectation en totalité à titre de dividendes aux actionnaires, soit : 110 912 KEUR représentant un montant de dividende par action d'environ 32,15 EUR.

L'Assemblée aura à se prononcer en outre de sur la distribution additionnelle prélevée sur le compte « Réserves facultatives », comme suit :

Distribution additionnelle :

- Prélèvement sur le compte « Réserves facultatives » à titre de dividende additionnel d'un montant de : 134 455 KEUR représentant un dividende par action d'environ 38,97 EUR.

En conséquence, le montant total distribué aux actionnaires, comprenant le solde du bénéfice distribuable et le montant prélevé sur les Réserves facultatives, représente une distribution totale de 245 367 KEUR représentant un montant de dividende par action de 71,12 EUR dont le paiement pourra être effectué à compter de ce jour.

En conséquence de l'affectation et de la distribution additionnelle ci-dessus, le solde du compte « Réserve légale » passe de 10 193 KEUR à 13 110 KEUR, le poste de « Réserves facultatives » de 954 883 KEUR, à 820 428 KEUR et les capitaux propres de la Société s'élèveraient à 2 209 013 KEUR (hors provisions règlementées).

4.9 Echancier des dettes fournisseurs

	1 à 30 jours KEUR	31 à 60 jours KEUR	Plus de 60 jours	Dettes échues KEUR	Total KEUR
Montant au 31/12/2023	339	4 301	3 956	544	9 140

5 COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire de la société en 2023 se monte à 374 937 KEUR. (412 928 KEUR en 2022).

Au regard de la granularité des données dont dispose la société, le résultat de cession des véhicules est présenté par convention comme une charge de l'exercice et les subventions collectées sont comptabilisées en produit.

5.1.1 Revenus des titres à revenu variable

Sur la France, le solde se décompose comme suit :

	2023 KEUR	2022 KEUR
OVF UK	17 046	46 366
OVF Belgique	-	3 508
OVF Suisse	3 121	5 227
OVF Pays Bas	974	2 173
OVF Pologne	438	348
Total Dividendes	21 579	57 623

En Allemagne, le résultat de 84 068 K€ est composé de revenus tirés des parts résiduelles détenues par la succursale sur les fonds de créances (cf. note 6.7).

5.1.2 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés

	2023 KEUR	2022 KEUR
Gains sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	- 3	- 0
Pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	-	-
	- 3	- 0

5.1.3 Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

	2023 KEUR	2022 KEUR
Autres produits d'exploitation bancaire	121 352	48 665
Autres charges d'exploitation bancaire	- 63 430	- 2 560
	57 922	46 105

5.2 Information donnée sur le poste résultat exceptionnel

Pas de résultat exceptionnel en 2023.

5.3 Charges générales d'exploitation

	2023 KEUR	2022 KEUR
Salaires	41 819	35 521
Charges sociales	18 522	- 27 198
<i>dont celles liées aux engagements de retraite</i>	- 4 394	- 45 256
Autres charges	167 431	126 018
	227 773	134 342

L'écart constaté sur les charges sociales entre les deux exercices provient notamment du changement du taux de financement des régimes de retraite à prestations définies bénéficiant aux salariés de la succursale allemande (voir note 2.6).

La charges sur les salaires de la provision pour participation des employées en 2022 est de 924 KEUR (1 623 KEUR en 2022).

5.4 Effectif moyen au 31 décembre

	2023						2022
	Germany	Austria	Italy	Spain	France	Total	Total
Managers	84	8	4	3	6	104	144
Non managers	362	45	13	11	17	449	366
FTE	446	53	17	14	23	553	502

Cette décomposition ne tient pas compte des 19 collaborateurs mis à disposition de la société par les actionnaires.

5.5 Décomposition du coût du risque

	2023 KEUR	2022 KEUR
Dotations / reprises provisions pour risque	819	22 052
Dotations / reprises sur créances douteuses	30 568	4 187
Récupérations / pertes sur créances amorties	- 3 500	- 5 969
	27 886	20 270

5.6 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2023 KEUR	2022 KEUR
Gains ou pertes sur Immobilisations corporelles	- 50	331
Gains ou pertes sur Immobilisations incorporelles	57 052	-
Gains ou pertes sur Immobilisations gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.	- 6 757	- 4 279
	50 245	- 3 948

Un gain de 90 897 KEUR dans le cadre des indemnités de cessions BTA lié au projet Oméga a été comptabilisé (26 368 KEUR en Allemagne, 29 930 KEUR en Italie, 11 620 KEUR en Espagne et 22 946 KEUR en France). Une perte a elle aussi été comptabilisée sur les cessions des portefeuilles de l'Italie (26 296 KEUR) et de l'Espagne (7 517 KEUR) pour un total de 33 813 KEUR. Une perte de 13 802 KEUR a été comptabilisé sur la cession des titres de Vauxhall Finance Plc.

5.7 Impôt sur les sociétés

	2023 KEUR	2022 KEUR
Impôt sur les sociétés	43 449	11 463
	43 449	11 463

La charge d'impôt 2023 s'élève à 43 449 KEUR euros contre 11 463 KEUR en 2022.

6 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

6.1 Consolidation de STELLANTIS BANK

La société STELLANTIS BANK SA, établissement de crédit supervisée par la BCE depuis le 01/01/2018, est la holding du groupe Stellantis Bank.

STELLANTIS BANK SA est consolidée selon la méthode de l'intégration globale par BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE SA.

Les mouvements ayant impacté le périmètre de la holding sont détaillés au début de l'annexe dans le paragraphe « 1. Constitution » de la partie Cadre juridique et financier.

6.2 Situation environnementale et impact sur l'activité de STELLANTIS BANK

Les informations relatives à la déclaration de performance extra-financière du Groupe étant incluses dans la déclaration consolidée sur la performance extra-financière établie par BNP Paribas, la Société est exemptée de la présentation de ces informations dans le présent rapport, conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 IV du Code de commerce.

6.3 Rémunération des Commissaires aux Comptes

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe STELLANTIS BANK.

6.4 Information relative aux entreprises liées

Le tableau ci-dessous concerne les entreprises liées, soit celles pouvant être incluses par l'intégration globale dans un même périmètre de consolidation, et soit celles avec lesquelles il existe un lien de participation.

POSTE	Montant KEUR	Montant concernant les entreprises liées KEUR
Créances sur les établissements de crédit	234 318	234 318
Opérations avec la clientèle - Actif	5 180 564	5 333
Participations et autres titres détenus à long terme	3 771	-
Parts dans les entreprises liées	769 081	769 081
Dettes envers les établissements de crédit	6 438 100	6 438 100
Opérations avec la clientèle - Passif	3 487 870	3 487 870

6.5 Information sur les filiales et participations : données relatives à l'exercice 2023

Société	Devis	Capital	Réserve	Capitaux Propre	Résultat Net	Revenu Net Bancaire	% de détention	Norme
Belgique : Opel Finance BV	EUR	2 301 378	10 071 272	12 372 649	9 184 429	6 260 169	100 %	Local GAAP
Pays-Bas : Opel Finance N.B.	EUR	3 235 589	13 632 742	16 868 331	1 501 022	2 748 495	100 %	Local GAAP
Royaume-Uni : Stellantis Fiancials Services UK	GBP	416 706 000	243 306 000	660 012 000	48 632 000	436 881 000	100 %	IFRS
Suisse : Opel Finance SA	CHF	1 000 000	500 000	1 500 000	940 598	18 286 331	100 %	Local GAAP
Pologne : Opel Finance Poloand sp z.o.o	PLN	642 000	-	23 797 477	23 155 477	4 224 844	100 %	Local GAAP

6.6 Information donnée sur les postes de hors-bilan

Les engagements de hors bilan reçus des établissements de crédits s'élèvent à 390 000 KEUR (304 019 KEUR en 2022) pour les engagements de financement et à 0 KEUR (5 343 KEUR en 2022) pour les engagements de garanties. Il s'agit des lignes de crédits accordées non tirées au 31 décembre.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle s'élèvent à 143 054 KEUR (1 029 829 KEUR en 2022)

Les engagements de financement en faveur de la clientèle correspondent aux contrats de financement à Particulier pour lesquels les décaissements n'ont pas encore eu lieu et, suite aux recommandations de l'ACPR, au montant estimé des lignes de financement non tirées des concessionnaires.

Les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

	Natures en KEUR	Notionnel KEUR	Juste valeur KEUR	Montant net du coupon KEUR
31/12/2023	IRSSWAP_EUR_EUREX	1 477 000	11 592	-

6.7 Opération de titrisation

Dans le cadre de la gestion courante de la liquidité du Groupe Stellantis Bank, des actifs réputés moins liquides peuvent être rapidement mobilisés, au moyen de titrisations de crédits (crédits à la consommation) accordés à la clientèle.

Le Groupe Stellantis Bank a mis en place plusieurs opérations de titrisation dans différentes juridictions dans le but de disposer d'un financement à un coût concurrentiel (ECarat 12 PLC et Auto ABS UK Loans PLC), et/ou de permettre un transfert de risque par la commercialisation des parts juniors satisfaisant au critère SRT en conformité avec les exigences CRR (PBD Germany Auto Lease 2021). Egalement, ces opérations (et la gestion des données y étant rattachées) sont structurées dans le but d'obtenir l'agrément STS.

Tous les établissements privés sont structurés avec une banque sponsor et avec une couverture appropriée des départements internes de crédit, de risque et juridique. Cela garantit les éléments suivants :

- la structure de transaction reçoit l'approbation de crédit ;
- les transactions sont entièrement soutenues par des conseils, internes et externes, afin d'assurer le respect des différents aspects du CRR et des exigences dérivées applicables (US Margin, EMIR, etc.) ;
- les banques effectuent des due diligences de l'activité d'origine, y compris des visites sur site et des " procédures " pour auditer la qualité des données et les processus opérationnels.

Afin de soutenir les processus de diligence requise pour assurer la conformité aux exigences du CRR et à l'obtention du label STS, des ensembles de données détaillés sont présentés pour permettre de modéliser les différents risques.

Concernant les opérations visant un transfert de risque : pour maintenir la conformité à la règle de 5 % de conservation requise en vertu du CRR, les transactions sont structurées, principalement par le rehaussement de crédit, pour s'assurer que l'exigence est satisfaite. Le rendement continu par rapport à cette exigence réglementaire fait l'objet d'une surveillance mensuelle dans le cadre du processus de présentation de l'information financière aux investisseurs.

La création des rapports d'investisseurs est soutenue par une tierce partie, fournissant la plate-forme informatique pour les rapports, avec qui il existe une relation de longue date.

Les plateformes publiques (programme Ecarat) sont toutes cotées publiquement et font intervenir les agences de notation, via l'arrangeur, pour concevoir la structure. Les parties légales et réglementaires concernées sont impliquées pour assurer la conformité de la Note d'information relative à l'offre et du Prospectus.

A la fin de l'exercice, les programmes de titrisation et les soldes des encours titrisés sont :

Titrisation	Transfert significatif de risque (SRT)	Date	Pays	Originateur	Type d'actifs	Encours (MEUR) au 31/12/2023
PBD Germany Auto Lease 2021	Oui	Novembre 2021	Luxembourg	PSA Bank Deutschland GmbH	Crédits automobiles	277

Au 31/12/2023 Stellantis Bank ne détient pas de parts dans des fonds de titrisation. Pour rappel, au 31/12/2022 elle détenait pour 8 933 KEUR de parts du véhicule Ecarat 10 ; ces parts ont été remboursées le 20 juin 2023 lors de la liquidation du fonds.

6.8 Rémunérations alloués aux membres des organes d'administration

Le montant global des rémunérations allouées aux membres des organes de direction n'est pas donné car il conduirait à donner une information trop individualisée.

Les administrateurs ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leur mandat.

6.9 Evènements postérieurs à la clôture

Néant

COMPTES CONSOLIDES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Stellantis Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- Emission d'attestations et rapports requis par les textes réglementaires et légaux,
- Emission d'un rapport de constat résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions Fonds de Résolution Unique.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations (strates 1, 2 et 3) sur les portefeuilles de prêts à la clientèle (Se référer aux notes 1.e.4, 1.e.5, 2.f, 4.b et 5.d de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Stellantis Bank comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités bancaire.</p> <p>Les économies dans lesquelles le groupe opère sont impactés par le conflit en Ukraine et par l'augmentation du coût des matières premières et des taux ainsi que par un niveau élevé d'inflation.</p> <p>Dans cet environnement incertain, l'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de crédits a requis l'exercice d'un jugement important et la prise en compte d'hypothèses par Stellantis Bank, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apprécier la dégradation significative du risque de crédit et classer les encours en strate 1, strate 2 ou strate 3 ; - Etablir des projections qui sont prises en compte dans la mesure des pertes de crédits attendues. - Estimer le montant des pertes attendues en fonction des différentes strates <p>Dans certaines conditions, des provisions complémentaires prennent en compte des risques spécifiques identifiés par Stellantis Bank et qui ne seraient pas déjà couverts par les modèles existants en l'absence de situation historique comparable.</p> <p>Au 31 décembre 2023, le montant total brut des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 17 570 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 132 millions d'euros, soit une valeur nette comptable de 17 439 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction en particulier dans le contexte d'incertitude lié au contexte inflationniste.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne de Stellantis Bank et en particulier son adaptation au contexte de cet environnement incertain ainsi qu'à l'acquisition des entités ex-PSA Bank en Allemagne (PSA Bank Deutschland GmbH) et au Royaume-Uni (Stellantis Financial Services UK Ltd).</p> <p>Nos travaux ont été renforcés pour tenir compte de l'évolution des risques et d'un niveau d'incertitude accrus et ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classement des encours par strate : nous avons examiné la correction application des principes et classement des encours par strate - Evaluation des pertes attendues (strates 1, 2 et 3) : avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies ainsi que les hypothèses prospectives retenues par Stellantis Bank, leur correcte insertion opérationnelle, et l'efficacité des contrôles relatifs à ce dispositif ; nous avons porté une attention particulière aux ajustements apportés aux estimations issues des modèles pour évaluer au mieux des informations disponibles en date les risques liés à l'inflation. - Backtesting des paramètres de risques : revue de la méthodologie et des résultats - Examen analytique du coût du risque et des éléments non récurrents. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe requises par IFRS 9 au titre du risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Bank par l'assemblée générale du 22 décembre 2017 pour le cabinet Mazars et par celle du 25 avril 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2023, le cabinet Mazars était dans sa 7^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Paris, le 6 mai 2024

Mazars
Alexandra Kritchmar

BDO Paris
Benjamin Izarié

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne

Les états financiers consolidés du Groupe Stellantis Bank SA sont présentés au titre des deux exercices 2023 et 2022. Il est précisé que l'exercice 2021 est consultable dans les états financiers consolidés 2022 disponibles sur le site des Journaux Officiels (www.journal-officiel.gouv.fr).

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

En millions d'euros	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
Intérêts et produits assimilés	2.a	1 037	447
Intérêts et charges assimilées	2.a	(645)	(110)
Commissions (produits)	2.b	86	32
Commissions (charges)	2.b	(4)	(3)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	2.c	22	6
Produits des autres activités	2.d	190	166
Charges des autres activités	2.d	(145)	(146)
PRODUIT NET BANCAIRE		541	392
Frais de personnel	7.a	(96)	(82)
Autres charges générales d'exploitation	2.e	(140)	(89)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5.i	(5)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		300	215
Coût du risque	2.f	(28)	(27)
RESULTAT D'EXPLOITATION		272	188
Gains nets sur autres actifs immobilisés		51	-
RESULTAT AVANT IMPOT		323	188
Impôt sur les bénéfices	2.g	(75)	(43)
RESULTAT NET		248	145
dont intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET, PART DU GROUPE		248	145
Résultat par action	8.a	77,01	54,20

ETAT DU RESULTAT NET ET DES VARIATIONS D'ACTIFS ET DE PASSIFS COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat net	248	145
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	-	10
Eléments pouvant être rapportés au résultat	11	(5)
- Variations de valeur des éléments relatifs aux parités monétaires	11	(5)
- Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture		
Variations de valeur portées en capitaux propres	-	-
Variations de valeur rapportées au résultat de la période	-	-
- Impôts sur les bénéfices	-	-
Eléments ne pouvant être rapportés au résultat	(11)	15
- Effets des réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(16)	22
- Impôts sur les bénéfices	5	(7)
Total	248	155
- Part du Groupe	248	155
- Part des minoritaires	-	-

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

En millions d'euros, au	Notes	31 décembre 2023	31 décembre 2022
ACTIF			
Caisse, banques centrales		375	265
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	5.a	23	6
Instruments financiers dérivés	5.a	34	19
Instruments financiers dérivés de couverture	5.b	121	137
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.d	220	220
Prêts et créances sur la clientèle	5.d	17 439	8 847
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.b	(48)	(134)
Actifs d'impôts courants et différés	5.g	100	24
Comptes de régularisation et actifs divers	5.h	944	148
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	5.i	639	610
Immobilisations incorporelles	5.i	1	1
Ecarts d'acquisition	5.j	182	-
Actifs non courants destinés à être cédés	8.c	-	1 259
TOTAL ACTIF		20 030	11 402
DETTES			
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Instruments financiers dérivés	5.a	34	19
Instruments financiers dérivés de couverture	5.b	68	1
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes envers les établissements de crédit	5.e	9 396	6 999
Dettes envers la clientèle	5.e	5 963	1 801
Dettes représentées par un titre	5.f	843	556
Dettes subordonnées 5.f		374	160
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.b	-	-
Passifs d'impôts courants et différés	5.g	80	78
Comptes de régularisation et passifs divers	5.h	925	341
Provisions pour risques et charges	5.k	49	11
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
TOTAL DETTES		17 732	9 966
CAPITAUX PROPRES			
<i>Capital et réserves</i>		<i>2 048</i>	<i>1 289</i>
<i>Résultat de la période, part du Groupe</i>		<i>248</i>	<i>145</i>
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe		2 296	1 434
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres		2	2
Total part du Groupe		2 298	1 436
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 298	1 436
TOTAL PASSIF		20 030	11 402

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE RELATIFS A L'EXERCICE 2023

En millions d'euros	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat avant impôt		323	188
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et autres ajustements hors résultat		(35)	176
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		35	52
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition		-	-
Dotations nettes aux provisions		48	36
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	-
Produits (charges) nets des activités d'investissement		(50)	-
Autres mouvements		(68)	88
Augmentation nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		549	596
Diminution (Augmentation) nette liée aux opérations avec la clientèle et les établissements de crédit		(270)	502
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle		-	-
Augmentation nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers		920	327
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers		(52)	(199)
Impôts versés		(49)	(34)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE GENEREE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		836	960
Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations		172	-
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles		(47)	(2)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE LIEE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		126	(2)
Augmentation de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires		613	-
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement		(1 340)	(997)
DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE LIEE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(727)	(997)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE		10	(2)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE		245	(41)
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période		340	382
Comptes actifs de caisse, banques centrales		265	227
Prêts à vue aux établissements de crédit		94	159
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5.e	(18)	(4)
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période		585	341
Comptes actifs de caisse, banques centrales		375	265
Prêts à vue aux établissements de crédit		220	94
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5.e	(9)	(18)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRESORERIE ET ASSIMILEE		245	(41)

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES DU 31 DECEMBRE 2022 AU 31 DECEMBRE 2023

En millions d'euros	Capital et réserves				Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres ne pouvant être reclassées en résultat				Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat						
	Actions ordinaires et réserves liées	Instruments de capitaux propres subordonnés	Réserves non distribuées	Total	Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres sur option	Risque émetteur des dettes en valeur de marché par résultat	Réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Total	Parités monétaires	Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres	Instruments dérivés de couverture	Total	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 1 ^{er} janvier 2022	910		380	1 290		-	(6)	(6)	(2)		-	(2)	1 282		1 282
Affectation du résultat de l'exercice 2021				-					(2)		-	(2)			1 282
Distribution de réserves				-											
Augmentations de capital et émissions				-											
Rémunération des instruments subordonnés et des actions de préférence				-											
Opérations d'acquisition de participation complémentaire ou de cession partielle				-											
Autres variations			(1)	(1)			1	1							
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres				-			14	14	(5)			(5)	9		9
Résultat net de l'exercice 2022			145	145				-					145		145
Acomptes distribués sur le résultat de l'exercice				-				-							
Situation au 31 décembre 2022	910		524	1 434			9	9	(7)		-	(7)	1 436		1 436
Affectation du résultat de l'exercice 2022															
Augmentations de capital et émissions	465		155	620				-			-		620		620
Réduction de capital				-				-							
Opérations résultant de plans de paiement en actions				-				-							
Rémunération des instruments subordonnés et des actions de préférence			(7)	(7)				-					(7)		(7)
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires				-				-							
Opérations d'acquisition de participation complémentaire ou de cession partielle				-				-							
Variation des engagements de rachat de participation aux actionnaires minoritaires				-				-							
Autres variations			1	1				-					1		1
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres				-			(11)	(11)	11			11			
Résultat net de l'exercice 2023			248	248				-					248		248
Situation au 31 décembre 2023	1 375		921	2 296			(3)	(3)	4			4	2 297		2 297

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

établies selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne

1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

1.a NORMES COMPTABLES

1.a.1 NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les comptes consolidés du Groupe Stellantis Bank SA sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne¹. A ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture ont été exclues.

- Dans le cadre de la réforme des taux IBOR et Eonia, le Groupe a lancé fin 2018 un programme mondial de transition impliquant l'ensemble des métiers et fonctions. Ce programme visait à encadrer et à mettre en œuvre le processus de transition des anciens taux d'intérêt de référence vers les nouveaux taux dans les juridictions et les devises majeures (euro, livre sterling, dollar américain, franc suisse et yen), tout en réduisant les risques liés à cette transition et en respectant les délais fixés par les autorités compétentes. Le Groupe a contribué aux travaux de place menés conjointement avec les banques centrales et les superviseurs.

En Europe, la transition Eonia-€STR, de nature strictement technique compte tenu du lien fixe entre ces deux indices, s'est finalisée fin décembre 2021, tandis que le maintien de l'Euribor sur une base sine die a été confirmé.

S'agissant du Libor synthétique GBP, la publication des taux 1 mois et 6 mois a cessé en mars 2023, ne laissant ainsi que le taux 3 mois, qui subsistera jusqu'en mars 2024.

Grâce à la mise en place et à l'exécution d'un plan de transition détaillé, le Groupe a finalisé sa migration vers les nouveaux taux de référence. En septembre 2019, l'IASB a publié des amendements « Phase 1 » à IAS 39 et IFRS 7 modifiant les exigences relatives à la comptabilité de couverture, afin que les couvertures affectées par la réforme des taux d'intérêt de référence puissent se poursuivre malgré l'incertitude liée à la période de transition des instruments couverts et de couverture vers les nouveaux taux. Ces amendements, adoptés par la Commission européenne le 15 janvier 2020, sont appliqués par le Groupe depuis le 31 décembre 2019.

L'IASB a publié en août 2020 des amendements « Phase 2 » à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 introduisant plusieurs modifications applicables lors de la transition effective vers les nouveaux taux d'intérêt de référence. Ces amendements permettent de traiter les changements apportés aux flux de trésorerie contractuels des instruments financiers résultant de la réforme des taux IBOR comme une simple refixation de leur taux d'intérêt variable, à condition cependant que ces changements s'effectuent sur une base économiquement équivalente. Ils permettent par ailleurs la poursuite des relations de couverture, sous réserve d'amender leur documentation pour refléter les changements apportés aux instruments couverts, aux instruments de couverture, au risque couvert, et/ou à la méthode de mesure de l'efficacité lors de la transition vers les nouveaux taux de référence.

Ces amendements, adoptés par la Commission européenne en décembre 2020, sont appliqués par le Groupe depuis le 31 décembre 2020, ce qui lui permet de maintenir ses relations de couvertures existantes ayant été modifiées du fait de la transition vers les nouveaux taux de référence.

Ces amendements, adoptés par la Commission européenne en décembre 2020, sont appliqués par le Groupe depuis le 31 décembre 2020, ce qui lui permet de maintenir ses relations de couvertures existantes ayant été modifiées du fait de la transition vers les nouveaux taux de référence.

- Faisant suite aux préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, l'Union européenne a adopté le 14 décembre 2022 la Directive 2022/2523 instaurant une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1^{er} janvier 2024.

Afin de clarifier les impacts éventuels de cette directive, l'IASB a émis le 23 mai 2023 une série d'amendements à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », qui ont été adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023. Conformément aux dispositions prévues par ces amendements, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire de ne pas comptabiliser les impôts différés associés à cette imposition complémentaire.

Compte tenu des informations disponibles, l'impact de la réforme Pilier II serait peu significatif pour le Groupe lors de son adoption.

- En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière selon IAS 19 § 104 dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.

La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » publiée en mai 2017 puis amendée en juin 2020, remplace la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Le Groupe n'est pas concerné par cette évolution compte tenu de son activité.

¹ Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en

L'entrée en vigueur des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2023, en particulier les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 12 « Impôt sur le résultat », n'a pas eu d'effet sur les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne lorsque l'application en 2023 est optionnelle.

1.b PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1.b.1 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de Stellantis Bank SA regroupent les entreprises contrôlées, contrôlées conjointement, et sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. Sont également consolidées les entités portant à leur actif des titres de participation de sociétés consolidées.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle. Les entités temporairement contrôlées sont également intégrées dans les comptes consolidés jusqu'à la date de leur cession.

1.b.2 METHODES DE CONSOLIDATION

Contrôle exclusif

Les entreprises contrôlées par le Groupe sont consolidées par intégration globale. Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale lorsque ses relations avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il exerce sur cette dernière.

Pour les entités régies par des droits de vote, le Groupe contrôle généralement l'entité s'il détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote (et s'il n'existe pas de dispositions contractuelles venant altérer le pouvoir de ces droits de vote) ou si le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité lui est conféré par des accords contractuels.

Les entités structurées sont des entités établies de telle sorte qu'elles ne sont pas régies par des droits de vote, comme lorsque ceux-ci sont limités à des décisions administratives, alors que la gestion des activités pertinentes est régie par des accords contractuels. Elles présentent souvent des caractéristiques telles que des activités circonscrites, un objet précis et bien défini et des capitaux propres insuffisants pour leur permettre de financer leurs activités sans recours à un soutien financier subordonné.

Pour ces entités, l'analyse du contrôle considère les raisons ayant présidé à leur création, les risques auxquels il a été prévu qu'elles seraient exposées et dans quelle mesure le Groupe en absorbe la variabilité. L'évaluation du contrôle tient compte de tous les faits et circonstances permettant d'apprécier la capacité pratique du Groupe à prendre les décisions susceptibles de faire varier significativement les rendements qui lui reviennent même si ces décisions sont contingentes à certaines circonstances ou événements futurs incertains.

Lorsqu'il évalue s'il a le pouvoir, le Groupe tient seulement compte des droits substantiels relatifs à l'entité, à sa main ou détenus par des tiers. Pour être substantiel, un droit doit donner à son détenteur la capacité pratique de l'exercer, au moment où les décisions relatives aux activités essentielles de l'entité doivent être prises.

L'analyse du contrôle est réexaminée dès lors qu'un des critères caractérisant le contrôle est modifié.

Lorsque le Groupe est contractuellement doté du pouvoir de décision, par exemple lorsque le Groupe intervient en qualité de gestionnaire de fonds, il convient de déterminer s'il agit en tant qu'agent ou principal. En effet, associé à un certain niveau d'exposition à la variabilité des rendements, ce pouvoir décisionnel peut indiquer qu'il agit pour son propre compte et qu'il a donc le contrôle sur ces entités.

Les intérêts minoritaires sont présentés séparément dans le résultat consolidé, ainsi que dans le bilan consolidé au sein des capitaux propres. La détermination des intérêts minoritaires tient compte le cas échéant des actions préférentielles cumulatives en circulation émises par les filiales et classées comme des instruments de capitaux propres, dès lors qu'elles sont détenues par des entreprises hors du Groupe.

Pour les fonds consolidés par intégration globale, les parts détenues par des investisseurs tiers sont enregistrées en dettes à la valeur de marché dès lors que les parts émises par ces fonds sont remboursables à la valeur de marché au gré du détenteur.

Lors de transactions aboutissant à une perte de contrôle, la quote-part résiduelle éventuellement conservée est réévaluée à sa valeur de marché par la contrepartie du résultat.

Contrôle conjoint

Lorsque le Groupe poursuit une activité avec un ou plusieurs partenaires et que le contrôle est partagé en vertu d'un accord contractuel qui nécessite que les décisions relatives aux activités pertinentes (celles qui affectent significativement les rendements de l'entité) soient prises à l'unanimité, le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'activité. Lorsque l'activité contrôlée conjointement est menée via une structure juridique distincte sur l'actif net de laquelle les partenaires ont un droit, cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Quand l'activité contrôlée conjointement n'est pas opérée via une structure juridique distincte ou que les partenaires ont des droits sur les actifs et des obligations relatives aux passifs de l'activité contrôlée conjointement, le Groupe comptabilise ses actifs, ses passifs et les produits et charges lui revenant selon les normes IFRS applicables.

Influence notable

Les entreprises sous influence notable, ou entreprises associées, sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité. Les participations inférieures à ce seuil peuvent être incluses dans le périmètre de consolidation si le Groupe y exerce une influence notable effective. Tel est par exemple le cas des sociétés développées en partenariat avec d'autres associés, dans lesquelles le Groupe participe aux décisions stratégiques de l'entreprise en étant représenté dans les organes de direction, ou exerce une influence sur la gestion opérationnelle de l'entreprise associée par la mise à disposition de systèmes de gestion ou de personnel dirigeant, ou apporte sa collaboration technique au développement de cette entreprise.

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence » et au passif du bilan sous la rubrique de capitaux propres appropriée. L'écart d'acquisition constaté sur une société consolidée par mise en équivalence figure également sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur, la valeur comptable de la participation mise en équivalence (y compris l'écart d'acquisition) est soumise à un test de dépréciation, en comparant sa valeur recouvrable (égale au montant le plus important entre la valeur d'utilité et la valeur de marché nette des coûts de cession) avec sa valeur comptable. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé et peut être reprise ultérieurement.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entreprise, le Groupe cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de l'entreprise mise en équivalence sont provisionnées uniquement lorsque le Groupe a contracté une obligation légale ou implicite ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise.

Lorsque le Groupe détient une participation dans une entreprise associée, directement ou indirectement via une entité qui est un organisme de capital-risque, un fonds commun de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité semblable telle qu'un fonds d'assurance lié à des placements, il peut choisir d'évaluer cette participation à la valeur de marché par résultat.

Les résultats de cession réalisés sur les titres consolidés sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

1.b.3 REGLES DE CONSOLIDATION**• Elimination des opérations réciproques**

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs en valeur de marché par capitaux propres sont conservés au niveau du Groupe.

• Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés de Stellantis Bank SA sont établis en euros.

La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan que du résultat, sont portés, pour la part revenant au Groupe, dans ses capitaux propres sous la rubrique « Parités monétaires » et pour la part des tiers, sous la rubrique « Intérêts minoritaires ». Par application de l'option

offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a procédé, par transfert aux réserves consolidées, à la mise à zéro de l'ensemble des écarts de conversion en part du Groupe et en Intérêts minoritaires dans le bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2004.

En cas de liquidation ou de cession de tout ou partie d'une participation détenue dans une entreprise située hors de la zone euro conduisant à changer la nature de l'investissement (perte de contrôle, perte d'influence notable ou perte de contrôle conjoint sans conservation d'une influence notable), l'écart de conversion cumulé à la date de liquidation ou de cession est enregistré en résultat.

En cas de variation de pourcentage d'intérêts ne conduisant pas à changer la nature de l'investissement, l'écart de conversion est réalloué entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires si l'entité est intégrée globalement ; dans le cas d'une entreprise mise en équivalence, il est enregistré en résultat pour la fraction afférente à la participation cédée.

1.b.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET EVALUATION DES ECARTS D'ACQUISITION

• Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à la valeur de marché ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés à la valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et où leur valeur de marché peut être estimée de façon fiable.

Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont enregistrés en résultat.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dès la prise de contrôle dans le coût d'acquisition pour leur valeur de marché à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de valeur des compléments de prix éventuels qualifiés de passifs financiers sont enregistrées en résultat.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

L'écart d'acquisition, ou survalueur, correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la valeur de marché ou son équivalent des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition. A cette date, cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif. Les intérêts minoritaires sont alors évalués pour leur quote-part dans l'actif net réévalué de l'entité acquise. Cependant, le Groupe peut également choisir, pour chaque regroupement d'entreprises, d'évaluer les intérêts minoritaires à leur valeur de marché, une fraction de l'écart d'acquisition ainsi déterminé leur étant alors affectée. Le Groupe n'a, à ce jour, jamais retenu cette option.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

A la date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans cette dernière est réévaluée à sa valeur de marché en contrepartie du compte de résultat. Lorsqu'un regroupement d'entreprise a été réalisé au moyen de plusieurs transactions d'échange (acquisition par étapes), l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la valeur de marché à la date de prise de contrôle.

• Evaluation des écarts d'acquisition

Le Groupe procède régulièrement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition.

- Ensemble homogène de métiers

L'ensemble des activités du Groupe constitue un seul " ensemble homogène de métiers "2. Cette répartition, opérée de manière cohérente avec le mode d'organisation et de gestion des activités du Groupe, tient compte du mode de gestion et de direction des activités. Cette répartition est régulièrement revue afin de tenir compte des événements susceptibles d'avoir une conséquence sur la composition des ensembles homogènes de métiers (opérations d'acquisition et de cession, réorganisation majeure, etc.).

- Tests de dépréciation de l'ensemble homogène de métiers

² Le terme retenu par la norme IAS 36 pour les ensembles homogènes de métiers est celui d'« Unité Génératrice de Trésorerie »

Des tests de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an. La valeur comptable de l'ensemble homogène de métiers est alors comparée à sa valeur recouvrable. Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'ensemble homogène considéré.

- Valeur recouvrable de l'ensemble homogène de métiers

La valeur recouvrable de l'ensemble homogène de métiers est définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'ensemble homogène de métiers dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples boursiers de sociétés comparables cotées.

La valeur d'utilité repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'ensemble homogène de métiers tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables des ensembles homogènes et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

1.c CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES

Le mode d'enregistrement comptable et d'évaluation du risque de change inhérent aux actifs et aux passifs relatifs aux opérations en devises faites par le Groupe dépend du caractère monétaire ou non monétaire de ces actifs et de ces passifs.

• Actifs et passifs monétaires³ libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

• Actifs non monétaires libellés en devises

Les actifs non monétaires peuvent être comptabilisés au coût historique ou à la valeur de marché. Les actifs non monétaires libellés en devises sont dans le premier cas évalués au cours de change du jour de la transaction, c'est-à-dire la date de comptabilisation initiale de l'actif non monétaire. Dans le second cas, ils sont évalués au cours de change prévalant à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux actifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à la valeur de marché (instruments de capitaux propres) sont constatés en résultat lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat » et en capitaux propres lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres ».

1.d MARGE D'INTERETS, COMMISSIONS ET PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES

1.d.1 MARGE D'INTERETS

Les produits et les charges relatifs aux instruments financiers de dette évalués au coût amorti et en valeur de marché par capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'égalité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisées au compte de résultat en « Intérêts et produits / charges assimilés ». Entrent dans cette catégorie notamment les commissions sur engagement de financement lorsqu'il est considéré que la mise en place d'un prêt est plus probable qu'improbable. Les commissions perçues sur engagements de financement sont différées jusqu'au tirage puis sont intégrées dans le calcul du taux d'intérêt effectif et étalées sur la durée de vie du prêt. Entrent également dans cette catégorie les commissions de syndication pour la part de la commission équivalente à la rémunération d'autres participants à la syndication.

1.d.2 COMMISSIONS ET PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES

³ Les actifs et passifs monétaires correspondent aux actifs et aux passifs devant être reçus ou payés pour un montant en numéraire déterminé ou déterminable.

Les commissions perçues au titre de prestations de services bancaires et assimilés (à l'exception de celles relevant du taux d'intérêt effectif), ainsi que les revenus de prestations de services connexes à des contrats de location entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ».

Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé.

Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

Commissions

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Il s'agit par exemple de certaines commissions sur opérations avec la clientèle lorsque les services sont rendus de manière continue, des commissions sur engagements de financement qui ne sont pas intégrées dans la marge d'intérêts car la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, et des commissions sur garantie financière, etc ;

S'agissant des commissions perçues au titre des engagements de garantie financière, elles sont réputées représenter la valeur de marché initiale de l'engagement. Le passif en résultant est ultérieurement amorti sur la durée de l'engagement, en produits de commissions ;

- soit lorsque le service est rendu, dans les autres cas. Il s'agit par exemple des commissions de distributions reçues, des commissions de syndication rémunérant la prestation d'arrangement, des commissions de prestations de conseil, etc.

Produits des autres activités

Les revenus de prestations de services connexes à des contrats de location simple sont enregistrés dans la rubrique « Produits des autres activités » du compte de résultat.

S'agissant des revenus de prestations de services connexes à des contrats de location, le Groupe les enregistre en résultat au fur et à mesure que le service est rendu, c'est-à-dire au prorata des coûts encourus pour les contrats de maintenance.

1.e ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, en valeur de marché par capitaux propres ou en valeur de marché par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les achats et ventes d'actifs financiers effectués dans un délai défini par la réglementation ou par une convention sur un marché donné sont comptabilisés au bilan en date de règlement.

1.e.1 ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « collecte ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « taux » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Ainsi, lorsque le taux d'intérêt variable de l'actif financier est révisé périodiquement selon une fréquence qui ne concorde pas avec la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi, la valeur temps de l'argent peut être considérée comme altérée et, selon l'ampleur de cette déformation, le critère des flux de trésorerie peut ne pas être rempli. Certains actifs financiers du Groupe présentent une non-concordance entre la fréquence de révision du taux et la maturité de celui-ci, ou des taux déterminés selon des moyennes. Le Groupe a développé une démarche homogène permettant d'analyser cette altération de la valeur temps de l'argent.

S'agissant des taux règlementés, ils répondent au critère des flux de trésorerie dès lors qu'ils fournissent une contrepartie qui correspond globalement au passage du temps et n'exposent pas à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels qui seraient incohérents avec ceux d'un prêt de base (exemple : prêts accordés dans le cadre de la collecte des Livrets A).

Certaines clauses contractuelles peuvent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie. Les options de remboursement anticipé ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents, ce qui peut comprendre une pénalité raisonnable pour compenser l'annulation avant terme du contrat. Par exemple, dans le cas des prêts aux particuliers, la pénalité limitée à 6 mois d'intérêts ou 3 % du capital restant dû est considérée comme raisonnable. Les pénalités actuarielles correspondant à la différence actualisée entre les flux de trésorerie contractuels résiduels du prêt et leur remplacement auprès d'une contrepartie similaire ou sur le marché interbancaire pour une maturité équivalente sont également considérées comme raisonnables, y compris lorsque la pénalité peut être positive ou négative (i.e. pénalité dite symétrique). Les clauses de passage d'un taux variable à un taux fixe ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le taux fixe est déterminé à l'origine, ou s'il est représentatif de la valeur temps de l'argent pour la maturité résiduelle du crédit en date d'exercice de la clause.

Dans le cas particulier des actifs financiers contractuellement liés aux paiements reçus sur un portefeuille d'actifs sous-jacents et qui comportent un ordre de priorité de paiement des flux de trésorerie entre les investisseurs (« tranches »), créant ainsi des concentrations de risque de crédit, une analyse spécifique est effectuée. Les caractéristiques contractuelles de la tranche et celles des portefeuilles d'instruments financiers sous-jacents doivent satisfaire au critère des flux de trésorerie et l'exposition au risque de crédit inhérente à la tranche doit être inférieure ou égale à l'exposition au risque de crédit du portefeuille d'instruments financiers sous-jacents.

Certains prêts peuvent présenter un caractère « sans recours », contractuellement ou en substance lorsqu'ils sont accordés à une entité ad-hoc. C'est le cas notamment de nombreux prêts de financement de projets ou de financement d'actifs. Le critère des flux de trésorerie est respecté dans la mesure où ces prêts ne représentent pas une exposition directe sur les actifs donnés en garantie. En pratique, le seul fait que l'actif financier donne lieu à des paiements correspondant au principal et aux intérêts n'est pas suffisant pour conclure que l'instrument sans recours remplit le critère des flux de trésorerie. Dans ce cas, les actifs sous-jacents particuliers sur lesquels porte le recours limité doivent être analysés selon l'approche dite « par transparence ». Si ces actifs ne remplissent pas eux-mêmes les critères de flux de trésorerie, une appréciation du rehaussement de crédit existant est effectuée. Les éléments suivants sont notamment analysés : structuration et dimensionnement de l'opération, niveau de fonds propres de la structure emprunteuse, source de remboursement attendue, volatilité du prix de l'actif sous-jacent. Cette analyse est appliquée aux prêts « sans recours » accordés par le Groupe.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (note 1.e.5).

Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

1.e.2 ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR CAPITAUX PROPRES**Instruments de dette**

Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.

- critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur de marché sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque, ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultat.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

1.e.3 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché par résultat sont présentés dans la note relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

1.e.4 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI ET DES INSTRUMENTS DE DETTE EN VALEUR DE MARCHÉ PAR CAPITAUX PROPRES

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Modèle général

Le Groupe identifie trois "strates" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) ;

- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit considéré comme déprécié ou douteux ;

- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés ou douteux (« strate 3 ») : la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9.

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêté, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêté en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

S'agissant des produits d'intérêts, pour les encours des « strates 1 et 2 », ils sont calculés sur la valeur brute comptable. Pour les encours de la « strate 3 », les produits d'intérêts sont calculés sur la base du coût amorti des créances (c'est-à-dire la valeur brute comptable nette de la provision pour dépréciation).

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. Cette définition tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Actifs financiers dépréciés ou douteux

Définition

Un actif financier est considéré comme déprécié ou douteux et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section *Restructuration des actifs financiers*).

Cas particulier des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission

Dans certains cas, les actifs financiers sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale.

Pour ces actifs, il n'est pas constaté de provision à la comptabilisation initiale. Le taux d'intérêt effectif résulte de la prise en compte des pertes de crédit attendues à maturité dans les flux de trésorerie estimés initialement. Toute variation ultérieure, positive ou négative, des pertes de crédit attendues à maturité donne lieu à un ajustement de dépréciation en résultat.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

Dans le métier spécialisé du crédit à la consommation, l'appréciation de la détérioration s'appuie également sur l'existence d'un incident de paiement régularisé mais intervenu au cours des 12 derniers mois.

Les principes appliqués en matière d'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit sont détaillés en note 2.f *Coût du risque*.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers.

Tous les termes contractuels de l'instrument financier (y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires) sur la durée de vie doivent être pris en compte. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle doit être utilisée.

L'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte des flux de trésorerie résultant de la vente d'une sûreté détenue ou d'autres rehaussements de crédit si ceux-ci sont inclus dans les conditions contractuelles et ne sont pas comptabilisés séparément par l'entité. Le cas

échéant, l'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte d'un scénario de flux de trésorerie provenant de la cession des prêts ou d'ensembles de prêts en défaut. Le produit de la vente est considéré net des coûts de cession.

Compte tenu des caractéristiques des portefeuilles dans les métiers du crédit à la consommation, une méthode statistique est utilisée, basée d'une part sur des taux de perte actualisés post-déchéance du terme, et d'autre part sur les probabilités de transition vers la déchéance du terme. Les calculs des paramètres sont réalisés statistiquement par population homogène. Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, Stellantis Bank SA utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et dispositifs existants (notamment sur le dispositif bâlois) pour les expositions pour lesquelles les exigences de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées selon l'approche IRBA. Ce dispositif est également appliqué aux portefeuilles pour lesquels les exigences de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées selon l'approche standard. Par ailleurs, le dispositif bâlois a été ajusté pour être conforme aux dispositions d'IFRS 9, notamment la prise en compte des informations de nature prospective.

Prise en compte des informations de nature prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Les principes appliqués en matière de prise en compte des scénarios économiques dans le calcul des pertes de crédit attendues sont détaillés en note 2.f *Coût du risque*.

Passages en pertes

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

Recouvrements via la mise en jeu du collatéral

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

Restructuration des actifs financiers en raison de difficultés financières

Une restructuration en raison de difficultés financières de l'emprunteur se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur.

Pour les restructurations n'entraînant pas une décomptabilisation de l'actif financier, l'actif restructuré fait l'objet d'un ajustement de valeur ramenant sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus. La modification de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

L'existence d'une augmentation significative du risque de crédit pour l'instrument financier est alors évaluée en comparant le risque de défaut postérieurement à la restructuration (selon les conditions contractuelles modifiées) et le risque de défaut à la date de comptabilisation initiale (selon les conditions contractuelles d'origine). Pour démontrer que les critères de comptabilisation des pertes de crédit attendues à maturité ne sont plus réunis, un comportement de paiement de bonne qualité devra être observé sur une certaine durée.

Lorsque la restructuration consiste en un échange partiel ou total contre d'autres actifs substantiellement différents (par exemple, l'échange d'un instrument de dette en instrument de capitaux propres), elle se traduit par l'extinction de la créance et par la comptabilisation des actifs remis en échange, évalués à leur valeur de marché à la date de l'échange. L'écart de valeur constaté lors de cet échange est enregistré dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Les modifications d'actifs financiers qui ne sont ni réalisées en raison des difficultés financières de l'emprunteur, ni dans le cadre de moratoires (i.e. renégociations commerciales) sont généralement analysées comme le remboursement par anticipation de l'ancien prêt, qui est décomptabilisé, suivi de la mise en place d'un nouveau prêt aux conditions de marché. Dans le cas où il n'existe pas de pénalité de remboursement significative, elles consistent en effet à remettre le taux du prêt aux conditions de marché, le client étant en mesure de changer d'établissement de crédit et ne subissant pas de difficulté financière.

Périodes probatoires

Le Groupe applique des périodes d'observation pour évaluer le retour possible à une strate de meilleure qualité. Ainsi, pour le passage de la strate 3 à la strate 2, une période probatoire de 3 mois est observée, étendue à 12 mois en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le passage de la strate 2 à la strate 1, une période probatoire de 2 ans est observée pour les créances ayant fait l'objet d'une restructuration en raison de difficultés financières.

1.e.5 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend les éléments de résultat suivants :

- les dépréciations couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (strate 1 et strate 2) relatives aux instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, des actifs de contrats et des créances commerciales ;

- les dépréciations des actifs financiers (y compris ceux en valeur de marché par résultat) pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur (strate 3), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Des contextes particuliers peuvent conduire Stellantis Bank SA à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

Sont également comptabilisées en coût du risque les charges liées aux fraudes et aux litiges inhérents à l'activité de financement.

1.e.6 INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT**Portefeuille de transaction et autres actifs financiers en valeur de marché par résultat**

Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue. Enfin, les actifs financiers peuvent être désignés en valeur de marché par résultat si cela permet à l'entité d'éliminer ou de réduire significativement une asymétrie dans l'évaluation et la comptabilisation qui existerait en cas de comptabilisation dans des actifs et passifs financiers concernés dans des catégories différentes.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la valeur de marché par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

Passifs financiers évalués en valeur de marché par résultat sur option

Le Groupe utilise cette catégorie dans les deux cas suivants :

- lorsqu'il s'agit d'instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés qui autrement seraient à extraire et à comptabiliser séparément. Un dérivé incorporé est tel que ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;

- lorsque l'utilisation de cette option permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs qui autrement résulteraient de leur classement dans des catégories comptables distinctes.

Les variations de valeur de marché résultant du risque de crédit propre sont constatées sous une rubrique spécifique des capitaux propres.

1.e.7 PASSIFS FINANCIERS ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où

le Groupe peut être contraint d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les instruments de capitaux propres résultent de contrats mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées sont comptabilisées au coût amorti sauf si elles sont comptabilisées à la valeur de marché par résultat.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les obligations remboursables ou convertibles en actions propres sont susceptibles de contenir une composante dette et une composante capitaux propres, déterminées lors de la comptabilisation initiale de l'opération. Elles seront dans ce cas qualifiées d'instruments hybrides.

Instruments de capitaux propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante Stellantis Bank et de ses filiales consolidées par intégration globale. Les coûts externes directement attribuables à une émission d'actions nouvelles sont déduits des capitaux propres nets de tout impôt y afférent.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Les actions émises par les filiales du Groupe contrôlées de manière exclusive étant assimilées aux actions émises par la société consolidante, lorsque le Groupe rachète les titres émis par ces filiales, la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part d'actif net rachetée est enregistrée dans les réserves consolidées, part du Groupe. De même, la valeur de la dette, ainsi que ses variations, représentative d'options de vente consenties, le cas échéant, aux actionnaires minoritaires de ces filiales, est imputée sur les intérêts minoritaires et, à défaut, sur les réserves consolidées, part du Groupe. Tant que ces options ne sont pas exercées, les résultats liés aux intérêts minoritaires sont affectés aux intérêts minoritaires au compte de résultat consolidé. L'incidence d'une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une filiale consolidée par intégration globale est traitée comptablement comme un mouvement des capitaux propres.

Les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres (e.g. Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée) sont présentés au bilan en « Capital et réserves ».

Les distributions d'un instrument financier classé en tant qu'instrument de capitaux propres sont comptabilisées directement en déduction des capitaux propres. De même, les coûts de transaction d'un instrument qualifié de capitaux propres sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les dérivés sur actions propres, sont considérés, selon leur mode de dénouement :

- soit comme des instruments de capitaux propres si le dénouement se fait par livraison physique d'un nombre fixe d'actions propres contre un montant fixe de trésorerie ou un autre actif financier ; ces instruments dérivés ne sont dans ce cas pas réévalués ;

- soit comme des dérivés si le dénouement se fait en numéraire ou au choix par la livraison physique d'actions propres ou la remise de numéraire. Les variations de valeur de ces instruments sont dans ce cas enregistrées en résultat.

En outre, si le contrat contient une obligation, même si celle-ci n'est qu'éventuelle, de rachat par la banque de ses propres actions, une dette est comptabilisée pour sa valeur présente par la contrepartie des capitaux propres.

1.e.8 COMPTABILITE DE COUVERTURE

Le Groupe a retenu l'option prévue par la norme de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39 jusqu'à l'entrée en vigueur de la future norme sur la macrocouverture. Par ailleurs, la norme IFRS 9 ne traite pas explicitement de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers. Les dispositions prévues dans IAS 39 pour ces couvertures de portefeuille, telles qu'adoptées par l'Union européenne, continuent de s'appliquer.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

La couverture de valeur est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, tant pour des instruments financiers identifiés (titres, émissions, prêts, emprunts) que pour des portefeuilles d'instruments financiers (dépôts à vue et crédits à taux fixe notamment).

La couverture de résultats futurs est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux révisable, y compris leur renouvellement, et le risque de change des revenus futurs hautement probables en devises.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au minimum trimestriellement, l'efficacité rétrospective et prospective des relations de couverture mises en place. Les tests d'efficacité rétrospectifs ont pour but de s'assurer que le rapport entre les variations effectives de valeur ou de résultat des dérivés de couverture et celles des instruments couverts se situe entre 80 % et 125 %. Les tests prospectifs ont pour but de s'assurer que les variations de valeur ou de résultat des dérivés attendues sur la durée de vie résiduelle de la couverture compensent de manière adéquate celles des instruments couverts. Concernant les transactions hautement probables, leur caractère s'apprécie notamment au travers de l'existence d'historiques sur des transactions similaires.

En application de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (excluant certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture d'un portefeuille), des relations de couverture de valeur du risque de taux d'intérêt sur base de portefeuille d'actifs ou de passifs sont utilisées. Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle, d'épargne et de dépôts à vue ;
- les instruments réputés couverts correspondent, pour chaque bande de maturité, à une fraction de la position constitutive des impasses associées aux sous-jacents couverts ;
- les instruments de couverture sont uniquement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants (du fait des remboursements anticipés des prêts ou des retraits des dépôts).

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur valeur de marché par contrepartie du compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat », symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré. Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée soit conformément à la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés, soit dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » dans le cas d'une relation de couverture de portefeuille.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. Dans le cas d'instruments de taux d'intérêt identifiés initialement couverts, le montant de réévaluation inscrit au bilan sur ces instruments est amorti au taux d'intérêt effectif sur sa durée de vie résiduelle. Dans le cas de portefeuilles d'instruments de taux d'intérêt initialement couverts en taux, cet ajustement est amorti linéairement sur la période restant à courir par rapport à la durée initiale de la couverture. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan, du fait notamment de remboursements anticipés, ce montant est immédiatement porté au compte de résultat.

Dans le cas d'une relation de couverture de résultats futurs, les dérivés sont réévalués au bilan en valeur de marché en contrepartie d'une ligne spécifique des capitaux propres « Variations de valeur enregistrées directement en capitaux propres ». Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits et charges assimilés » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat. Les instruments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les couvertures des investissements nets en devises réalisés dans des filiales et succursales sont comptabilisées de la même façon que les couvertures de résultats futurs. Les instruments de couverture peuvent être des dérivés de change ou tout instrument financier non dérivé.

1.e.9 DETERMINATION DE LA VALEUR DE MARCHÉ

La valeur de marché correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction conclue à des conditions normales entre des participants de marché, sur le marché principal ou sur le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le Groupe détermine la valeur de marché des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black & Scholes, techniques d'interpolation). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Ces techniques sont calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché. Des ajustements de valorisation sont appliqués si nécessaire, lorsque des facteurs tels que les risques de modèle, de liquidité et de crédit ne sont pas pris en compte dans les techniques de valorisation ou dans les paramètres utilisés, mais sont cependant pris en considération par les participants de marché lors de la détermination de la valeur de marché.

La valeur de marché est déterminée pour chaque actif financier ou passif financier pris individuellement, mais elle peut être évaluée sur la base de portefeuille dès lors que certaines conditions sont remplies. Ainsi, le Groupe applique cette exception lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers et d'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme sur les instruments financiers est géré sur la base de son exposition nette à des risques similaires, de marché ou de crédit, qui se compensent, conformément à une stratégie interne de gestion des risques dûment documentée.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la valeur de marché sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les valeurs de marché sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix ;
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs ;
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le classement d'un actif ou d'un passif dans la hiérarchie dépend du niveau du paramètre le plus significatif au regard de la valeur de marché de l'instrument.

Pour les instruments financiers présentés dans le Niveau 3 de la hiérarchie, et plus marginalement pour certains instruments financiers présentés dans le Niveau 2, une différence peut apparaître entre le prix de transaction et la valeur de marché. Cette marge ("Day One Profit") est différée et étalée en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

1.e.10 DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS**Décomptabilisation des actifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent, ou lorsque le Groupe transfère l'actif - soit sur la base d'un transfert des droits contractuels à ses flux de trésorerie, soit en conservant les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif tout en assumant l'obligation de payer les flux de trésorerie de l'actif dans le cadre d'un dispositif de rétrocession éligible - de même que la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé en pratique le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan à hauteur de son implication continue dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti sous la rubrique de « Passifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée au coût amorti sous la rubrique « Actifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres ne donnent pas lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés. Dans le cas où les titres empruntés sont ensuite cédés par le Groupe, l'obligation de livrer les titres à l'échéance de l'emprunt est matérialisée par un passif financier présenté au bilan sous la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

1.e.11 COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de pension livrées et de dérivés dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme font l'objet d'une compensation au bilan.

1.f IMMOBILISATIONS

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les droits d'utilisation relatifs aux actifs pris en location (cf. note 1.g.2) sont présentés dans les postes d'immobilisations correspondant aux actifs similaires détenus.

Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers, donnés en location simple.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immeubles de placement sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger la durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

1.g CONTRATS DE LOCATION

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

1.g.1 SOCIÉTÉ DU GROUPE BAILLEUR DU CONTRAT DE LOCATION

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

• Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les provisions constatées sur ces créances suivent les mêmes règles que celles décrites pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti.

• Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur sa durée d'utilité. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location. Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

1.g.2 SOCIÉTÉ DU GROUPE PRENEUR DU CONTRAT DE LOCATION

Les contrats de location conclus par le Groupe à l'exception des contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et des contrats de faible valeur sont comptabilisés au bilan à l'actif en tant que droits d'utilisation et au passif en dettes financières au titre des loyers et autres paiements liés pendant la durée de la location. Le droit d'utilisation est amorti linéairement et la dette financière est amortie actuariellement sur la durée du contrat de location. Les coûts de démantèlement correspondant à des agencements spécifiques et significatifs sont intégrés au droit d'utilisation initial par contrepartie des provisions de passif.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. En France par exemple, le contrat type en immobilier est le contrat de bail commercial dit bail « trois, six, neuf », pour lequel la période exécutoire de base est au maximum de neuf ans, avec une première période de trois ans non résiliable suivie de deux périodes optionnelles de renouvellement de trois ans ; ainsi, suivant les analyses, les durées peuvent être de trois, six ou neuf ans. Lorsque des investissements de type agencements, aménagements et installations sont effectués dans le cadre du contrat, la durée du contrat de location est alignée sur la durée d'amortissement de ceux-ci. Pour les contrats renouvelables tacitement (avec ou sans période exécutoire), des droits d'utilisation et des passifs de location sont comptabilisés sur la base d'une estimation de la durée économique raisonnablement prévisible des contrats, période minimale d'occupation incluse ;
- les taux d'actualisation utilisés pour calculer le droit d'utilisation et la dette de location sont déterminés pour chaque actif comme le taux implicite du contrat s'il est disponible, ou plus généralement en fonction du taux marginal d'endettement des preneurs à la date de signature. Le taux marginal d'endettement est déterminé en tenant compte de la durée moyenne (duration) du contrat ;
- en cas de modification du contrat, il est procédé à une nouvelle appréciation de l'obligation locative en tenant compte de la nouvelle durée résiduelle du contrat et donc à une nouvelle évaluation du droit d'utilisation et du passif de location.

1.h ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs ou un groupe d'actifs et de passifs, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs destinés à être cédés ». Lorsque le Groupe est engagé dans un plan de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale hautement probable dans le délai d'un an, il classe tous les actifs et les passifs de cette filiale comme détenus en vue de la vente.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs ou le groupe d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

En outre, lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs destiné à la vente constitue un ensemble homogène de métiers, il est qualifié d'activité abandonnée. Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente.

Dans ce cas, les pertes et profits relatifs à ces opérations sont présentés séparément au compte de résultat, sur la ligne « Résultat net des activités destinées à être cédées ». Ce poste inclut les résultats nets après impôt des activités abandonnées, le résultat net après impôt lié à l'évaluation à la valeur de marché (nette des coûts de vente), et le résultat net après impôt de la cession.

1.i AVANTAGES BÉNÉFICIAIRE AU PERSONNEL

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

• Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail. Sont notamment concernées les rémunérations différées de plus de douze mois, versées en numéraire et indexées sur le cours de l'action BNP Paribas et Stellantis, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en capitaux propres.

• Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont les avantages accordés à un membre du personnel en contrepartie de la cessation de son emploi résultant soit de la résiliation par le Groupe du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite soit de la décision du membre du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

• Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières.

Le passif net comptabilisé au titre des régimes postérieurs à l'emploi est la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la valeur de marché des actifs du régime (s'ils existent).

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres propres à chaque pays ou entité du Groupe tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif est comptabilisé s'il est représentatif d'un avantage économique futur pour le Groupe prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, des intérêts nets liés à l'actualisation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies, des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes.

Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés directement en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ils comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies).

1.j PROVISIONS DE PASSIF

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, litiges, amendes et pénalités.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

1.k IMPOT COURANT ET DIFFERE

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

S'agissant de l'évaluation des positions fiscales incertaines, le Groupe adopte la démarche suivante :

- la probabilité qu'un traitement fiscal incertain soit agréé par les autorités fiscales est appréciée ;
- l'incertitude éventuelle est reflétée lors de la détermination du résultat fiscal en retenant soit le montant le plus probable (probabilité d'occurrence la plus élevée), soit l'espérance mathématique (somme des résultats possibles pondérés par leur probabilité d'occurrence).

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à une transaction ou un événement directement comptabilisé en capitaux propres, qui sont également imputés sur les capitaux propres. Ceci concerne en particulier l'effet d'impôt relatif aux coupons versés sur les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres comme les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôt sur les bénéfices » du compte de résultat.

1.l TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux placements des activités d'assurance et aux titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.m UTILISATION D'ESTIMATIONS DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- de l'analyse du critère des flux de trésorerie de certains actifs financiers ;
- du calcul des pertes de crédit attendues. Ceci concerne plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- de l'analyse des crédits renégociés afin de déterminer leur maintien au bilan ou leur décomptabilisation ;
- de l'analyse du caractère actif ou non d'un marché et de l'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif classés en « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres » ou en « Instruments financiers en valeur de marché par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels une information est donnée dans les notes annexes aux états financiers ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de l'estimation des valeurs résiduelles d'immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple et servant de base à la détermination de leur amortissement ainsi que leur dépréciation éventuelle notamment en lien avec l'effet des considérations environnementales sur l'évaluation des prix futurs des véhicules d'occasion ;
- des actifs d'impôt différé ;
- de l'estimation de la participation aux bénéfices différée ;
- de la détermination de l'incertitude sur les traitements fiscaux et des autres provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges. En particulier, l'issue et l'impact potentiel des enquêtes et litiges en cours est difficile à prédire avant leur terme. L'estimation des provisions est réalisée en prenant en compte toutes les informations disponibles à la date d'établissement des comptes notamment la nature du litige, les faits sous-jacents, les procédures en cours et les décisions de justice, y compris celles relatives à des cas similaires. Le Groupe peut également avoir recours à des avis d'experts et de conseillers indépendants afin d'exercer son jugement.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

2.a MARGE D'INTERETS

Le Groupe Stellantis Bank SA présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais) des instruments financiers évalués au coût amorti, ainsi que la rémunération des instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres.

Ces rubriques incluent également la rémunération des instruments financiers non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas une comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

En millions d'euros	Exercice 2023			Exercice 2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Instruments financiers au coût amorti	858	(630)	228	447	(110)	337
Comptes et prêts / emprunts Opérations de pensions	356	(545)	(189)	185	(92)	93
Opérations de location-financement	502		502	262		262
Titres de dette						
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		(85)	(85)		(18)	(18)
Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	179	(15)	164			
Passif de location						
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	1 037	(645)	392	447	(110)	337

Les intérêts sur instruments financiers au coût amorti comprennent, les produits et charges d'intérêts sur opérations avec la clientèle, opérations interbancaires et emprunts émis par le Groupe.

2.b Commissions

En millions d'euros	Exercice 2023			Exercice 2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle et les établissements de crédit	62	(2)	60	6	(2)	4
Opérations sur titres et dérivés	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement et de garantie	-	-	-	-	-	-
Prestations de service et gestion d'actifs	20	-	20	19	-	19
Autres	4	(2)	2	7	(1)	6
Produits et charges de commissions	86	(4)	82	32	(3)	29
- dont détention ou placement d'actifs pour le compte de la clientèle, de fiducies, d'institutions de retraite ou de prévoyance et d'autres institutions	-	-	-	-	-	-
- dont instruments financiers non évalués à la valeur de marché par résultat	62	-	62	6	-	6

2.c GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

Les gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction, aux titres de capitaux propres non détenus à des fins de transaction pour lesquels l'option de comptabilisation en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi qu'aux instruments de dette dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs.

Ces éléments de résultat comprennent les dividendes sur ces instruments et excluent les revenus et charges d'intérêts des instruments financiers dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement des paiements relatifs au principal et aux intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs, qui sont présentés dans la « Marge d'intérêts » (note 2.a).

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Instruments financiers du portefeuille de transaction	6	5
Instruments financiers de taux et de crédit	6	5
Instruments financiers de capital	-	-
Instruments financiers de change	-	-
Autres instruments financiers comptabilisés en valeur de marché par résultat	16	1
Instruments de capitaux propres	16	1
Incidence de la comptabilité de couverture	-	-
Instruments dérivés de couverture de valeur	(182)	115
Composantes couvertes des instruments financiers ayant fait l'objet d'une couverture de valeur	182	(115)
Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat	22	6

Les gains ou pertes nets des portefeuilles de transaction comprennent, pour un montant négligeable au titre des exercices 2023 et 2022, l'inefficacité liée aux couvertures de résultats futurs.

Les facteurs potentiels d'inefficacité sont les différences entre les instruments de couverture et les instruments couverts, notamment du fait de divergences dans les caractéristiques des instruments, telles que la fréquence et la date de révision des index de taux, la fréquence des paiements et les courbes d'actualisation utilisées, ou lorsque les instruments dérivés ont une valeur de marché non nulle à la date de documentation de la relation de couverture. Les ajustements de valeur pour risque de contrepartie s'appliquant aux instruments de couverture sont également sources d'inefficacité.

Les variations de valeur cumulées en capitaux propres relatives à des couvertures de flux futurs interrompues qui ont été reclassées en résultat au cours de l'exercice 2023 sont non significatives, dans tous les cas, que l'instrument couvert existe ou n'existe plus.

2.d PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

En millions d'euros	Exercice 2023			Exercice 2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets des immeubles de placement	3	(1)	2	3	(1)	2
Produits nets des immobilisations en location simple	141	(124)	17	130	(105)	25
Autres produits nets	46	(20)	26	33	(40)	(7)
Total net des produits et charges des autres activités	190	(145)	45	166	(146)	20

2.e AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(132)	(78)
Taxes ⁽¹⁾	(8)	(11)
Total des autres charges générales d'exploitation	(140)	(89)

⁽¹⁾ Les contributions au fonds de résolution européen, y compris contributions exceptionnelles, s'élèvent à 3 M€ en 2023 et 2 M€ 2022.

2.f COUT DU RISQUE

Le modèle général d'évaluation des dépréciations décrit dans la note 1.e.5 et utilisé par le Groupe s'articule autour des deux étapes suivantes :

- évaluer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- mesurer la provision pour dépréciation sur la base d'une perte attendue sur 12 mois ou sur la base d'une perte attendue sur la durée de vie (i.e. perte attendue à maturité).

Ces deux étapes s'appuient sur des informations prospectives.

Augmentation significative du risque de crédit

L'existence d'un incident de paiement éventuellement régularisé intervenu au cours des 12 derniers mois est considérée comme une indication d'augmentation significative du risque de crédit et la facilité est alors classée en stage 2.

Par ailleurs, la frange de la clientèle dont le budget résiduel après service de la dette (Reste à vivre) est la plus faible a été identifié comme étant plus sensible à l'augmentation de l'inflation constaté sur certaines géographies. Cette population est provisionnée sur la base d'une perte attendue sur durée de vie.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale et l'actif classé en stage 2, en cas de retard de paiement de plus de 30 jours ou de restructuration en raison de difficultés financières.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives dans la mesure des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss – « ECL »).

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le Groupe a fait le choix de retenir 3 scénarios macroéconomiques par zone géographique, couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- un scénario central, en ligne avec le scénario utilisé dans le cadre du processus budgétaire ;
- un scénario adverse, correspondant au scénario utilisé trimestriellement dans le cadre des exercices de test de résistance réalisés par le Groupe ;
- un scénario favorable, prenant en compte des situations où les performances économiques sont meilleures que prévues.

Le lien entre les scénarios macroéconomiques et la mesure de l'ECL est principalement établi par le biais de la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration des strates de retard. Les probabilités de défaut ainsi déterminées par les scénarios macroéconomiques permettent de mesurer les pertes attendues pour chaque scénario.

Le poids à attribuer aux pertes de crédit attendues calculées dans chacun des scénarios est fixé à 50 % pour le scénario central et :

- le poids des trois scénarios alternatifs est défini selon la position dans le cycle économique. Dans l'approche retenue, les scénarios adverse et sévère ont un poids plus important dans les situations en haut de cycle que dans les situations en bas de cycle, en anticipation d'un retournement potentiel défavorable de l'économie ;
- le poids du scénario favorable est au minimum de 10 % et au maximum est de 40 %.
- le poids total des scénarios défavorables fluctue symétriquement au scénario favorable dans un intervalle également compris entre 10 % et 40 % ; la composante sévère représente 20 % de ce poids et au minimum une pondération de 5 %.

Lorsque cela s'avère pertinent, la mesure des dépréciations prend en compte les ventes des actifs déjà réalisées ainsi que leurs conditions financières.

Scénarios macroéconomiques

Les quatre scénarios macroéconomiques sont définis avec un horizon de projection à 3 ans. Ils correspondent à :

- un scénario central, qui décrit la situation économique la plus probable sur l'horizon de projection. Ce scénario est mis à jour à une fréquence trimestrielle. Il est élaboré par la cellule de Recherche Economique du Groupe, en collaboration avec divers experts du Groupe. Les projections sont déclinées pour chaque marché significatif du Groupe (France, Italie, Belgique, Etats-Unis et zone euro), au travers des principales variables macroéconomiques (le Produit Intérieur Brut - PIB - et ses composantes, le taux de chômage, l'indice des prix à la consommation, les taux d'intérêt, les taux de change, le prix du pétrole, les prix du marché immobilier, etc.) qui sont déterminantes dans la modélisation des paramètres de risque utilisés dans le cadre du processus de test de résistance ;
- un scénario adverse, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques pesant sur le scénario central, et dont il résulte une situation économique beaucoup plus défavorable. Le choc sur le PIB est appliqué avec une ampleur variable, mais de manière simultanée, aux différentes économies considérées. Les hypothèses retenues sont généralement cohérentes avec celles proposées par les régulateurs. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt, etc.) sont définies sur la base de relations économétriques établies, et de jugement d'expert ;
- un scénario sévère, qui est une version aggravée du scénario adverse ;
- un scénario favorable, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques ayant un effet positif sur l'économie, et dont il résulte une situation économique plus favorable. Le choc favorable sur le PIB est déduit du choc adverse sur le PIB de telle sorte que les probabilités des deux chocs sont égales en moyenne sur le cycle. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt, etc.) sont définies de la même manière que dans le scénario adverse.

Le lien entre les scénarios macroéconomiques et la mesure de l'ECL est complété par une approche permettant de prendre en compte des aspects d'anticipation non capturés par les modèles dans l'approche générique. Cela est en particulier le cas lorsque des événements sans précédent dans la chronique historique prise en compte pour construire les modèles se réalisent ou sont anticipés, ou lorsque la nature ou l'amplitude de variation d'un paramètre macroéconomique vient remettre en cause les corrélations passées. Ainsi, la situation d'inflation élevée constatée récemment et le niveau actuel et anticipé des taux d'intérêt ne sont pas observés dans l'historique de référence. Dans ce contexte, les clients

dont le budget résiduel après service de la dette est faible et qui sont soumis à un risque d'augmentation des mensualités de leurs crédits immobiliers sont provisionnés à terme.

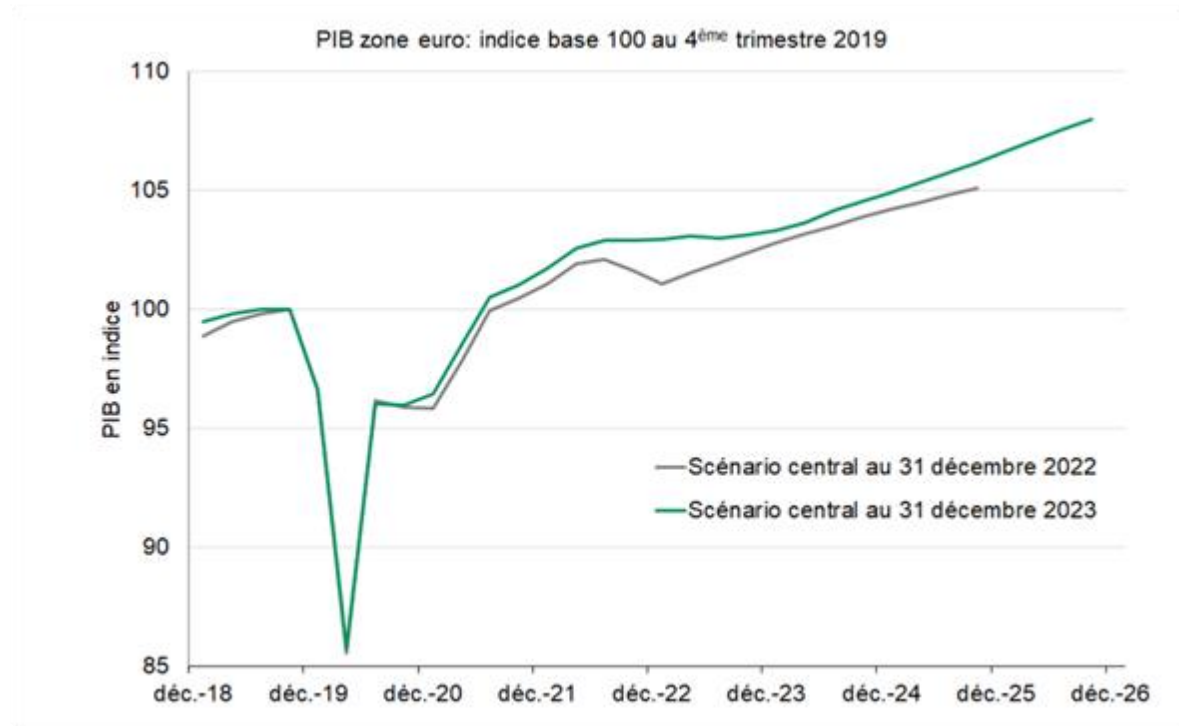
Scénario central

L'activité mondiale a ralenti en 2023, dans un contexte de conditions financières tendues et d'inflation toujours élevée. Le PIB mondial est attendu en hausse de 2,8 % en moyenne annuelle (contre 3,3 % en 2022), principalement en raison de la faiblesse des économies européennes. Dans la zone euro, la croissance de l'activité devrait ralentir à 0,5 % en 2023 (tandis qu'au 30 juin 2023, la hausse attendue était de 0,7 %), reflétant une demande intérieure beaucoup moins dynamique, tant en termes de consommation que d'investissement. L'économie américaine s'est avérée plus résiliente qu'anticipé initialement et devrait croître de 2,3 % en 2023 (alors qu'au 30 juin 2023, la croissance attendue n'était que de 0,9 %). En 2024, les conditions économiques devraient être moroses dans les économies avancées, avec des taux de croissance légèrement inférieurs à 1 % dans la zone euro et aux Etats-Unis.

Alors que l'inflation a reculé à un rythme assez rapide au cours de 2023, elle est restée nettement supérieure aux objectifs des banques centrales dans de nombreux pays. Cet environnement d'inflation élevée a conduit les banques centrales à appliquer le resserrement monétaire le plus prononcé des dernières décennies.

Les principales banques centrales (Banque centrale européenne, Réserve fédérale des Etats-Unis) pourraient avoir achevé leur cycle de resserrement de la politique monétaire fin 2023. Leur orientation monétaire devrait rester globalement inchangée pendant quelques mois. Les taux d'intérêt à court et à long terme ont atteint des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis les années 2000 et devraient rester relativement élevés pendant un certain temps. Les conditions financières difficiles devraient donc continuer à peser sur l'activité en 2024.

Le graphique ci-après présente une comparaison des projections du PIB de la zone euro retenues dans le scénario central pour le calcul des ECL au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.



Variables macroéconomiques, scénario central au 31 décembre 2023

(moyennes annuelles)	2023	2024	2025	2026
Taux de croissance du PIB				
Zone euro	0,5 %	0,8 %	1,6 %	1,7 %
France	0,9 %	0,8 %	1,5 %	1,6 %
Italie	0,7 %	0,8 %	1,2 %	1,3 %
Belgique	1,1 %	0,9 %	1,5 %	1,6 %
Etats-Unis	2,3 %	0,7 %	2,0 %	2,1 %
Taux de chômage				
Zone euro	6,6 %	6,8 %	6,6 %	6,2 %
France	7,3 %	7,6 %	7,3 %	6,7 %
Italie	7,6 %	7,7 %	7,6 %	7,4 %
Belgique	5,6 %	5,9 %	5,8 %	5,5 %

Etats-Unis	3,7 %	4,4 %	4,2 %	3,6 %
Taux d'inflation				
Zone euro	5,6 %	2,8 %	2,1 %	2,2 %
France	5,8 %	2,6 %	2,2 %	2,2 %
Italie	6,2 %	2,9 %	2,3 %	2,3 %
Belgique	2,4 %	3,2 %	1,6 %	2,1 %
Etats-Unis	4,2 %	2,6 %	2,1 %	2,1 %
Taux des obligations souveraines à 10 ans				
Allemagne	2,51 %	2,58 %	2,50 %	2,50 %
France	3,06 %	3,13 %	3,05 %	3,05 %
Italie	4,33 %	4,58 %	4,50 %	4,50 %
Belgique	3,15 %	3,22 %	3,14 %	3,14 %
Etats-Unis	4,04 %	4,19 %	4,00 %	4,00 %
Taux d'inflation				
Zone euro	8,5 %	6,3 %	2,4 %	2,0 %
France	6,0 %	5,4 %	2,5 %	2,0 %
Italie	8,7 %	7,3 %	2,1 %	1,7 %
Belgique	10,6 %	7,5 %	2,7 %	2,2 %
Etats-Unis	8,1 %	3,9 %	2,3 %	2,2 %
Taux des obligations souveraines à 10 ans				
Allemagne	1,22 %	2,64 %	2,19 %	2,00 %
France	1,76 %	3,19 %	2,74 %	2,55 %
Italie	3,18 %	4,94 %	4,49 %	4,30 %
Belgique	1,76 %	3,24 %	2,79 %	2,60 %
Etats-Unis	3,02 %	4,24 %	3,44 %	3,25 %

Scénarios adverse et sévère

Les scénarios adverse et sévère supposent la matérialisation de certains risques baissiers, entraînant des trajectoires économiques beaucoup moins favorables que dans le scénario central.

Les risques principaux suivants sont identifiés :

- **Des risques géopolitiques et liés à l'évolution de la mondialisation.** Les risques géopolitiques ont augmenté significativement au cours des dernières années, ce qui a contribué à la fracture de l'économie mondiale. Les tensions géopolitiques peuvent peser sur l'économie mondiale via divers canaux tels que les chocs sur les prix des matières premières, les marchés financiers, la confiance des entreprises, les chaînes d'approvisionnement et le commerce international. Ces évolutions sont susceptibles de conduire simultanément à une inflation plus élevée et à un ralentissement de l'activité, compliquant d'autant plus la tâche des banques centrales. Le recours plus fréquent aux sanctions internationales accroît également l'ampleur possible des conséquences de tels événements.

- **Un impact plus important que prévu du resserrement des conditions monétaires.** Le resserrement marqué de la politique monétaire en réponse à une inflation élevée au cours des derniers trimestres a conduit à des niveaux de taux d'intérêt à court et à long terme beaucoup plus élevés que les années précédentes. Cette évolution a déjà pesé sur l'activité, notamment à travers des évolutions négatives dans la plupart des secteurs sensibles aux taux d'intérêt, en particulier le secteur immobilier. Ces conséquences négatives pourraient s'étendre davantage étant donné les retards habituels entre la hausse des taux et son effet sur l'économie. Dans un contexte économique plus défavorable, le resserrement des conditions financières, conjugué à un ralentissement de l'activité, pourrait entraîner des évolutions plus faibles par rapport au scénario central en ce qui concerne le crédit, l'investissement, les prix de l'immobilier résidentiel et commercial, et conduire à des taux de défaut plus élevés.

- **Des finances publiques plus fragiles.** Le fait que les ratios de la dette publique rapportée au PIB soient élevés accroît les risques liés aux finances publiques dans un environnement de taux d'intérêt élevés et de faible croissance. Ces évolutions combinées pourraient engendrer dans certains pays des tensions sur les marchés (élargissement des spreads des obligations souveraines) et affecter l'activité par plusieurs canaux (hausse des taux d'intérêt, réduction des dépenses publiques, hausse des impôts)

Les scénarios adverse et sévère supposent la matérialisation de ces risques latents à partir du premier trimestre 2024.

Bien que les risques identifiés soient présents dans ces deux scénarios, leurs répercussions sont supposées être nettement plus prononcées dans le scénario sévère, en raison de chocs directs plus prononcés (ex : hausse des prix des matières premières) et du développement d'une spirale négative entre les principaux facteurs (ex : activité, dette publique, taux obligataires, marchés boursiers).

Parmi les pays considérés, les niveaux du PIB dans le scénario adverse se situent entre 7,8 % et 11,1 % plus bas que dans le scénario central à la fin de la période de choc. En particulier, cet écart atteint 9 % en moyenne dans la zone euro et aux Etats-Unis.

Dans le scénario sévère, les niveaux du PIB sont inférieurs de 11,6 % à 16,2 % à ceux du scénario central à la fin de la période de choc. Cet écart atteint 13,2 % tant en zone euro qu'aux Etats-Unis.

Pondération des scénarios :

Au 31 décembre 2023, la pondération du scénario favorable retenue par le Groupe est de 33 %, de 12 % pour le scénario adverse et de 5 % pour le scénario sévère. Au 31 décembre 2022, la pondération du scénario favorable était de 34 % et de 16 % pour l'adverse (le scénario sévère a été introduit au premier semestre 2023).

Ajustements post-modèles :

Les ajustements post-modèles sont réalisés lorsque des limitations du dispositif sont identifiées dans un contexte particulier, par exemple, dans le cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter la situation spécifique dans les modèles.

Ainsi, des ajustements complémentaires ont été constitués en 2022 afin de tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux lorsque cet effet n'est pas directement estimé par les modèles. Par exemple, au sein du métier spécialisé du crédit à la consommation, des ajustements ont été considérés pour les catégories de clientèle les plus sensibles à la baisse progressive de leur reste-à-vivre. Une partie de ces ajustements a été intégrée aux modèles au cours de l'année 2022 et durant le premier semestre 2023 conduisant à une diminution des ajustements en sortie de modèle.

• **Coût du risque de la période**

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations nettes aux dépréciations	(35)	(32)
Récupérations sur créances amorties	14	11
Pertes sur créances irrécouvrables	(7)	(6)
Total du coût du risque de la période	(28)	(27)

• **Coût du risque de la période par catégorie comptable et nature d'actifs**

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit	(29)	(27)
Autres actifs	-	-
Engagements de financement, de garantie et divers	1	-
Total du coût du risque de la période	(28)	(27)
<i>Coût du risque sur encours sains</i>	8	(10)
<i>dont strate 1</i>	3	(1)
<i>dont strate 2</i>	5	(9)
<i>Coût du risque sur encours dépréciés - strate 3</i>	(36)	(17)

• **Dépréciations constituées au titre du risque de crédit**

Variation au cours de la période des dépréciations constituées par catégorie comptable et nature d'actifs

	31 décembre 2022	Dotations nettes aux dépréciations	Utilisation de dépréciations	Variation de périmètre, de parités monétaires et divers	31 décembre 2023
En millions d'euros					
Dépréciations des actifs					
Actifs financiers au coût amorti	85	35	(42)	54	132
<i>dont prêts et créances</i>	85	35	(42)	54	132
Autres actifs	-	-	-	-	-
Total des dépréciations d'actifs financiers	85	35	(42)	54	132
<i>dont strate 1</i>	15	(3)		21	33
<i>dont strate 2</i>	34	(5)	-	10	39
<i>dont strate 3</i>	36	43	(42)	23	60
Provisions inscrites au passif	1				1
Provisions pour engagements de financement et de garantie	1	-	-	(1)	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total des provisions constituées au titre des engagements de crédit	1	-	-	(1)	-
Total des dépréciations et provisions constituées	86	35	(42)	53	132

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période

	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Total
En millions d'euros				
Au 31 décembre 2022	15	34	36	85
Dotations nettes aux dépréciations	(3)	(5)	43	35
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	8	1		9
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période (1)	(7)	(19)	(45)	(71)
Transfert vers strate 2	(2)	32	(5)	25
Transfert vers strate 3		(12)	44	32
Transfert vers strate 1	1	(7)	(1)	(7)
Autres dotations / reprises sans changement de strate (2)	(3)		50	47
Utilisation de dépréciations			(42)	(42)
Variation de périmètre, des parités monétaires et divers	21	10	23	54
Au 31 décembre 2023	33	39	60	132
(1) Y compris cessions.				
(2) Y compris amortissements.				

2.g IMPOT SUR LES BENEFICES

Rationalisation de la charge d'impôt par rapport au taux d'impôt sur les sociétés en France	Exercice 2023		Exercice 2022	
	En millions d'euros	Taux d'impôt	En millions d'euros	Taux d'impôt
Charge d'impôt théorique sur le résultat net avant impôt	(83)	25,8 %	(49)	25,8 %
Effet du différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	(5)	1,8 %	(1)	0,7 %
Autres effets	13	-4,1 %	7	-3,7 %
Charge d'impôt sur les bénéfices	(75)	23,5 %	(43)	22,8 %
Charge d'impôt courant de l'exercice	(76)		(42)	
Charge d'impôt différé de l'exercice (note 5.g)	1		(1)	

3. INFORMATIONS SECTORIELLES• **Produit net bancaire par zone géographique**

En millions d'euros, au	Exercice 2023	Exercice 2022
France	23	41
Allemagne	275	155
Royaume-Uni	192	115
Autres pays européens	51	81
Total Groupe	541	392

• **Coût du risque par zone géographique**

En millions d'euros, au	Exercice 2023	Exercice 2022
France	(3)	(2)
Allemagne	(19)	(10)
Royaume-Uni	(5)	(4)
Autres pays européens	(1)	(11)
Total Groupe	(28)	(27)

• Bilan par zone géographique

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
France	890	1 236
Allemagne	10 669	4 890
Royaume-Uni	7 396	3 326
Autres pays européens	1 075	1 950
Total Groupe	20 030	11 402

• Prêts et créances sur la clientèle par zone géographique

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
France	631	1 173
Allemagne	9 020	3 846
Royaume-Uni	6 837	3 211
Autres pays européens	951	617
Total Groupe	17 439	8 847

4. NOTES EXPOSITION AUX RISQUES

4.a PRESENTATION SYNTHETIQUE DES RISQUES

Le Groupe Stellantis Bank SA exerce une activité spécialisée de vente de crédits à la consommation, dans le secteur de l'automobile.

Dans le cadre de cette activité, six risques majeurs sont identifiables :

- le risque de crédit qui se traduit par le non règlement de la dette du client envers la société de crédit (voir note 4.b) ;
- le risque de taux d'intérêt (risque de marché) lié au portefeuille bancaire (voir note 4.c) : Le Groupe Stellantis Bank SA offre des prêts à des particuliers et / ou à des entreprises selon les termes et conditions définis lors des différents comités (pricing, risques, etc.). Pour assurer la rentabilité à long terme du Groupe, la marge doit être protégée contre l'évolution de l'environnement économique, notamment en ce qui concerne les taux de marché (risque de taux d'intérêt) ;
- le risque de liquidité (voir note 4.d) : Le Groupe Stellantis Bank SA doit assurer la disponibilité des fonds prêtés à ses clients pendant toute la durée des prêts ;
- le risque de change (voir note 4.e) ;
- le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus internes, ou d'événements extérieurs délibérés, accidentels ou naturels ;
- le risque de conformité concerne le non-respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes professionnelles et déontologiques.

4.b RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de pertes de valeur économique des créances de la Banque, existantes ou potentielles du fait d'engagements donnés, lié à l'évolution de la qualité de crédit de ses débiteurs, pouvant aller jusqu'à se matérialiser par le défaut de ces derniers. L'évaluation de cette probabilité de défaut ainsi que de la récupération attendue en cas de défaut sont les éléments essentiels de la mesure de la qualité du crédit.

GESTION DU RISQUE DE CREDIT

Dispositif de sélection des opérations

Le dispositif de sélection dépend du type des crédits octroyés.

Pour les crédits automobiles, le dispositif intègre la sélection et le suivi du réseau de distribution, notamment par l'agrément des vendeurs. L'octroi s'effectue soit sur la base de scores et de systèmes experts soit sur une analyse au dossier pour les flottes de véhicules.

Pour les crédits vendeurs (crédits réalisés notamment auprès des concessions automobiles), l'octroi repose sur une analyse de chaque dossier, sur la séparation des fonctions d'analyse et de décision, et sur des délégations de pouvoir.

Pour les crédits vendeurs, les dossiers dépassant un certain seuil sont soumis à décision de la Direction Générale de BNP Paribas Personal Finance et de BNP Paribas après avis favorable du comité « Global Loan Committee » composé des actionnaires.

Dispositif de mesure et de surveillance des risques

Le contrôle des risques du Groupe Stellantis Bank SA est assuré par une Fonction Risques intégrée et totalement indépendante des responsables des unités opérationnelles et rattachée à la direction des Risques du Groupe BNP Paribas.

Risque Stellantis Bank SA assure les missions suivantes :

- Définir la politique risque de Stellantis Bank SA dans le double cadre de la stratégie de BNP Paribas Personal Finance et des politiques de risques du Groupe BNP Paribas ;
- Assurer l'octroi des crédits concessionnaires ;
- Assurer l'objectivité du contrôle des risques par un second regard indépendant des logiques commerciales ;
- Fournir une information rapide, fiable et complète de l'état des risques, et donner l'alerte sur les éventuelles dégradations des risques ;
- Favoriser une pratique uniforme de standards élevés de gestion des risques ;
- Contribuer à la qualité des méthodes et des procédures ;
- Mettre en place et maintenir un dispositif d'agrégation de données et de reporting conforme aux exigences réglementaires et aux besoins de Stellantis Bank SA et de BNP Paribas Personal Finance.

La Direction des Risques comprend quatre niveaux :

a- Des équipes risques dans les entités, qui ont pour mission d'assurer la maîtrise des risques de leurs entités, aussi bien lors de l'octroi des facilités que dans le cadre de la surveillance permanente des engagements.

b- Un responsable risque de l'activité « retail » ayant pour mission d'effectuer un contrôle de second niveau et de venir en appui technique des équipes risques locales en charge aussi de la définition des politiques d'acceptation, de la confection des scores. Un responsable risque de l'activité « commercial » ayant pour mission de définir la politique d'acceptation et d'assurer l'analyse et l'octroi des crédits concessionnaires.

c- Une équipe centrale en charge des contrôles de deuxième niveau, de la réalisation des reportings au niveau du Groupe, de la gestion de la fraude, du risque opérationnel et du contrôle des provisions.

d- De comités actionnaires en charge de la validation des changements de politique, des investissements et projets, de l'examen des dossiers immobiliers ou crédits vendeurs excédant les délégations de Stellantis Bank SA.

Le pilotage des risques repose sur des Comités de niveau groupe (comités centraux), des Comités internes à la filière risque et des Comités de niveau pays.

• Encours douteux

En millions d'euros, au	31 décembre 2023			
	Encours douteux			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
Prêts et créances sur la clientèle douteux	217	(59)	158	157
Engagements de financements donnés				
Engagements de garantie financière donnés				
Total des engagements douteux hors-bilan	-		-	-
TOTAL	217	(59)	158	157

En millions d'euros, au	31 décembre 2022			
	Encours douteux			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
Prêts et créances sur la clientèle douteux	237	(36)	201	191
Engagements de financements donnés	6		6	
Engagements de garantie financière donnés				
Total des engagements douteux hors-bilan	6		6	-
TOTAL	243	(36)	207	191

• Variation d'encours bruts de la strate 3

Le tableau ci-après fournit les données relatives aux variations d'encours bruts de la strate 3 :

Valeur brute En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Encours dépréciés (Strate 3) en début de période	237	272
Passage en strate 3	235	223
Retour en strate 1 ou strate 2	(115)	(62)
Passage en pertes	(50)	(31)
Autres variations	(117)	(165)
Encours dépréciés (Strate 3) en fin de période	190	237

4.c RISQUE DE TAUX D'INTERET (RISQUE DE MARCHE) SUR LE PORTEFEUILLE BANCAIRE

CADRE GENERAL DE LA GESTION DU RISQUE DE TAUX

Le département ALM Trésorerie de Stellantis Bank SA est responsable de l'analyse, de la gestion et de la consolidation du risque de taux d'intérêt du Groupe Stellantis Bank SA. Il prépare des évaluations trimestrielles du risque de taux d'intérêt (le processus formel est trimestriel mais informel sur une base mensuelle) sur tous les postes du bilan, conformément aux normes et à la méthodologie définies par BNP Paribas Personal Finance et validées par l'ALCO de Stellantis Bank SA. L'ALM applique ces règles de gestion au niveau de l'entité légale dans le cadre des exigences de gestion des risques de BNP Paribas Personal Finance. Les équipes de Risk Management révisent la sélection des indicateurs de risques et des modèles. Les activités de gestion des risques sont menées en collaboration avec le département ALM Trésorerie du Groupe Stellantis Bank SA et pilotées par un comité trimestriel.

La gouvernance clé est administrée par un comité ALCO qui se réunit 4 fois par an. Les deux actionnaires BNP Paribas Personal Finance et Banque PSA Finance sont représentés dans ce comité qui approuve et définit la politique à mettre en œuvre par l'équipe ALM Trésorerie de Stellantis Bank SA.

DISPOSITIF DE MESURE ET DE SUIVI (ET METHODOLOGIE) DU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt est géré au travers d'analyses statiques et prospectives mensuelles des impasses. L'objectif de l'évaluation du risque de taux d'intérêt est de fournir un aperçu à long terme des engagements des entités et du Groupe Stellantis Bank SA en examinant chaque élément du bilan. De plus, la décomposition des analyses en activités commerciales et activités pour compte propre assure un meilleur suivi. Les limites sont définies par l'ALCO.

Au sein de Stellantis Bank SA, Stellantis Bank SA (pour elle-même et ses succursales) effectue des analyses de sensibilité NII dans le cadre de ses déclarations réglementaires. Ceci s'applique également au niveau consolidé, avec des analyses complémentaires par devise.

COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTERET

Les opérations de couverture initiées par le Groupe concernent principalement des couvertures de risque de taux d'intérêt réalisées par le biais de dérivés simples (vanilla swaps) de taux d'intérêt, en complément d'emprunt à taux fixe que Stellantis Bank SA peut souscrire auprès de BNP Paribas.

Les expositions aux dérivés sont gérées conformément au cadre de gestion des risques de BNP Paribas Personal Finance et dans le respect des règlements et lois applicables. Ceci se traduit par une combinaison de micro-couvertures (pour assurer la gestion du risque de taux au niveau des SPVs de titrisation) et de macro-couverture en ce qui concerne le risque de taux consolidé par devises (ex : GBP).

4.d RISQUE DE LIQUIDITE

A la fin de l'année 2023, les sources de refinancement suivantes sont disponibles pour le Groupe Stellantis Bank SA :

- des prêts simples de BNP Paribas ;
- des titrisations externes ;
- des dépôts de la clientèle ;
- des fonds propres.

Le risque de refinancement de Stellantis Bank SA (risque de liquidité) fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la politique de liquidité du Groupe BNP Paribas approuvée par le management exécutif et conforme à la politique générale du Groupe. Cette politique de liquidité repose sur des principes de gestion applicables tant dans des conditions normales qu'en cas de crise de liquidité. La situation de refinancement du Groupe est

évaluée sur la base de normes internes, d'indicateurs d'alerte et de ratios réglementaires. La gestion du risque de liquidité repose principalement sur des écarts statiques préparés mensuellement.

L'évaluation du risque de liquidité suit la même méthodologie que l'évaluation du risque de taux d'intérêt. De la même façon, l'ALCO Stellantis Bank SA surveille les indicateurs idoines et les seuils de risque dédiés, qui s'applique au bilan consolidé de Stellantis Bank SA.

4.e RISQUE DE CHANGE

Le risque de change traduit le risque que la valeur d'un instrument fluctue en raison des variations des cours des monnaies.

L'exposition au risque de change opérationnel du Groupe Stellantis Bank SA provient des résultats nets dégagés dans des devises différentes de l'euro. La politique du Groupe Stellantis Bank SA est d'insensibiliser son résultat net aux variations des cours de change.

Le résultat net en devises étrangères dégagé par les filiales et succursales est couvert de manière centralisée.

La position de change du Groupe Stellantis Bank SA liée à ses investissements en devises (position de change " structurelle ") résulte des dotations et des titres de participation en monnaies étrangères financés par l'achat de la devise d'investissement.

La politique du Groupe Stellantis Bank SA consiste à couvrir les expositions opérationnelles sur les devises liquides.

5. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

5.a INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché ou de modèle par résultat sont constitués d'instruments financiers dérivés, ainsi que d'instruments non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas la comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres.

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Portefeuille de titres	23	6
Prêts et opérations de pension		
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	23	6

La valeur de marché positive ou négative des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction représente la valeur de remplacement de ces instruments. Cette valeur peut fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché (tels que les taux d'intérêt ou de change).

En millions d'euros, au	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Instruments dérivés de taux	34	34	19	19
Instruments dérivés de change			-	-
Instruments financiers dérivés	34	34	19	19

Le tableau ci-après présente les montants notionnels des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction. Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité du Groupe sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Instruments dérivés de taux	1 342	1 159
Instruments financiers dérivés	1 342	1 159

Les opérations sur instruments financiers dérivés sont conclues de gré à gré.

5.b INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES A USAGE DE COUVERTURE

Le tableau suivant présente les montants notionnels et les valeurs de marché des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture.

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Montants notionnels des instruments de couverture	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Montants notionnels des instruments de couverture	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
En millions d'euros, au						
Couverture de valeur	8 071	121	68	4 015	137	1
Instruments dérivés de taux	8 071	121	68	4 015	137	1
Instruments dérivés de change						
Couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux		-	-		-	-
Instruments dérivés de change					-	-
Dérivés utilisés en couverture	8 071	121	68	4 015	137	1

Le tableau suivant présente le détail des relations de couverture de valeur d'instruments identifiés et de portefeuilles d'instruments financiers dont la couverture se poursuit au 31 décembre 2023 :

	Instruments de couverture				Instruments couverts			
	Montants notionnels	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Variations de valeurs cumulées utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur nette comptable - actif	Variations de valeur cumulées - actif	Valeur nette comptable - passif	Variations de valeurs cumulées - passif
En millions d'euros, au 31 décembre 2023								
Couverture des portefeuilles couverts en taux	8 071	121	68	48	8 175	(48)	-	-
Instruments dérivés de taux en couverture du risque de taux lié aux	8 071	121	68	48	8 175	(48)	-	-
Prêts et créances	8 071	121	68	48	8 175	(48)	-	-
Total couverture de valeur	8 071	121	68	48	8 175	(48)	-	-

Le tableau suivant présente la ventilation des montants notionnels des instruments dérivés à usage de couverture par date d'échéance :

	Date d'échéance			
	Inférieure à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
En millions d'euros, au 31 décembre 2023				
Couverture de valeur	3 721	371	3 979	8 071
Instruments dérivés de taux	3 721	371	3 979	8 071
Couverture de résultats futurs	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux	-	-	-	
Instruments dérivés de change				

5.c MESURE DE LA VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS**CLASSES D'INSTRUMENTS ET CLASSIFICATION AU SEIN DE LA HIERARCHIE POUR LES ACTIFS ET PASSIFS ÉVALUÉS À LA VALEUR DE MARCHÉ**

Comme énoncé dans le résumé des principes comptables (cf. note 1.e.9), les instruments financiers évalués à la valeur de marché sont répartis selon une hiérarchie qui comprend trois niveaux.

- **Actifs financiers en valeur de marché par résultat ou par capitaux propres**

En millions d'euros, au	31 décembre 2023											
	Portefeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de titres	-	-	-	-	-	1	22	23	-	-	-	-
Etats				-				-				-
Autres titres de dettes	-	-	-	-		-		-	-	-	-	-
Actions et autres titres de capitaux propres	-	-	-	-	-	1	22	23	-	-	-	-
Prêts et opérations de pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts				-				-				
Opérations de pension				-				-				
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ	-	-	-	-	-	1	22	23	-	-	-	-

En millions d'euros, au	31 décembre 2022											
	Portefeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de titres	-	-	-	-	-	-	6	6	-	-	-	-
Etats				-				-				-
Autres titres de dette				-				-				-
Actions et autres titres de capitaux propres				-			6	6				-
Prêts et opérations de pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts				-				-				
Opérations de pension				-				-				
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ	-	-	-	-	-	-	6	6	-	-	-	-

• Instruments financiers dérivés

	31 décembre 2023							
	Portefeuille de transaction				Couverture			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
En millions d'euros, au								
Instruments dérivés de taux		34		34		121		121
Instruments dérivés de change				-				-
Valeur de marché positive	-	34	-	34	-	121	-	121
Instruments dérivés de taux		34		34		68		68
Instruments dérivés de change				-				-
Valeur de marché négative	-	34	-	34	-	68	-	68

	31 décembre 2022							
	Portefeuille de transaction				Couverture			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
En millions d'euros, au								
Instruments dérivés de taux		19		19		137		137
Instruments dérivés de change			-	-			-	-
Valeur de marché positive	-	19		19	-	137		137
Instruments dérivés de taux		19		19		1		1
Instruments dérivés de change				-				-
Valeur de marché négative	-	19	-	19	-	1	-	1

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts.

5.d ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

• Détail des prêts et créances par type de produit

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable
En millions d'euros, au						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	220	-	220	220	-	220
Comptes à vue	-	-	-	94	-	94
Prêts	220	-	220	126	-	126
Opérations de pension	-		-	-		-
Prêts et créances envers la clientèle	17 570	(132)	17 439	8 932	(85)	8 847
Comptes ordinaires débiteurs	4	-	4	-	-	-
Prêts consentis à la clientèle	7 656	(39)	7 617	3 428	(28)	3 400
Opérations de location-financement	9 910	(93)	9 817	5 504	(57)	5 447
Total prêts et créances au coût amorti	17 790	(132)	17 658	9 152	(85)	9 067

• Détail des prêts et créances et titres de dette par strate

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.f)	Valeur nette comptable
En millions d'euros, au						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	220	-	220	220	-	220
Strate 1	220	-	220	220	-	220
Prêts et créances envers la clientèle	17 570	(132)	17 439	8 932	(85)	8 847
Strate 1	15 977	(33)	15 944	7 597	(15)	7 582
Strate 2	1 376	(39)	1 337	1 098	(34)	1 064
Strate 3	217	(60)	157	237	(36)	201
Titres de dette	-	-	-	-	-	-

• **Détail des opérations de location financement**

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Investissement brut	10 677	6 000
<i>A recevoir dans moins d'1 an</i>	4 244	1 984
<i>A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans</i>	6 433	4 016
<i>A recevoir au-delà de 5 ans</i>	-	-
Produits financiers non acquis	(767)	(496)
Investissement net avant dépréciation	9 910	5 504
<i>A recevoir dans moins d'1 an</i>	3 917	1 824
<i>A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans</i>	5 993	3 680
<i>A recevoir au-delà de 5 ans</i>	-	-
Dépréciations	(93)	(57)
Investissement net après dépréciation	9 817	5 447

5.e DETTES AU COUT AMORTI ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dettes envers les établissements de crédit	9 396	6 999
Comptes à vue	9	18
Emprunts interbancaires	9 387	6 981
Dettes envers la clientèle	5 963	1 801
Comptes ordinaires créditeurs	1 931	1 279
Comptes à terme et assimilés	4 031	522

5.f DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

La présente note regroupe les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées comptabilisées au coût amorti.

• **Dettes représentées par un titre comptabilisées au coût amorti**

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Titres de créance négociables	10	-
Emissions obligataires	833	556
Total des dettes représentées par un titre comptabilisées au coût amorti	843	556

• **Dettes subordonnées comptabilisées au coût amorti**

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dettes subordonnées remboursables	374	160
Total des dettes subordonnées évaluées au coût amorti	374	160

• **Dettes subordonnées remboursables**

Les emprunts subordonnés remboursables émis par le Groupe sont des titres à moyen et long terme assimilables à des créances de rang subordonné simple dont le remboursement avant l'échéance contractuelle interviendrait, en cas de liquidation de la société émettrice, après les autres créanciers mais avant les titulaires de prêts participatifs et de titres participatifs.

Après accord de l'autorité de surveillance bancaire et à l'initiative de l'émetteur, ils peuvent faire l'objet d'une clause de remboursement anticipé par rachat en Bourse, offre publique d'achat ou d'échange, ou de gré à gré lorsqu'il s'agit d'émissions privées.

5.g IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Impôts courants	19	3
Impôts différés	81	21
Actifs d'impôts courants et différés	100	24
Impôts courants	37	13
Impôts différés	43	65
Passifs d'impôts courants et différés	80	78

Variation des impôts différés par nature au cours de la période :

En millions d'euros	31 décembre 2022	Variations comptabilisées en résultat	Variations comptabilisées en capitaux propres ne pouvant être reclassés en résultat	Variations de périmètre, des parités monétaires et divers	31 décembre 2023
Instruments financiers	8	(25)	-	39	22
Provisions pour engagements sociaux	3	11	5	(5)	14
Réserve latente de location-financement	(83)	26	-	28	(29)
Provisions pour risque de crédit	14	(27)	-	29	16
Déficits fiscaux reportables	-	-	-	-	-
Autres éléments	14	(3)	-	3	14
Total impôts différés nets	(44)	(18)	5	94	38
Impôts différés actifs	21				81
Impôts différés passifs	(65)				(43)

Les impôts différés actifs non reconnus sont nuls au 31 décembre 2023 contre 25 millions d'euros au 31 décembre 2022.

5.h COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	21	5
Comptes d'encaissement	-	6
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	9	9
Autres débiteurs et actifs divers	914	128
Total des comptes de régularisation et actifs divers	944	148
Dépôts de garantie reçus	37	-
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	139	104
Passifs location	9	96
Autres créditeurs et passifs divers	740	141
Total des comptes de régularisation et passifs divers	925	341

5.i IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION ET DE PLACEMENT

En millions d'euros, au	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immeubles de placement	41	(21)	20	40	(19)	21
Terrains et constructions	22	(14)	8	9	(5)	4
Equipement, Mobilier, Installations	38	(36)	2	33	(32)	1
Biens mobiliers donnés en location	650	(45)	605	631	(49)	582
Autres immobilisations corporelles	6	(2)	4	4	(2)	2
Immobilisations corporelles	716	(97)	619	677	(88)	589
<i>Dont droits d'utilisation</i>	22	(14)	8	9	(5)	4
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	757	(118)	639	717	(107)	610
Logiciels informatiques acquis	45	(44)	1	46	(45)	1
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	45	(44)	1	46	(45)	1

• Amortissements et provisions

Le montant net des dotations et reprises d'amortissement effectuées au cours de l'exercice 2023 s'établit à 5 millions d'euros contre 6 millions d'euros au titre de l'exercice 2022.

• Immeubles de placement

Les terrains et immeubles donnés en location simple sont regroupés sous la rubrique « Immeubles de placement ».

Le montant des dotations aux amortissements effectuées au cours de l'exercice 2023 et relatives aux immeubles de placement et à la location simple mobilière s'élève à 31 millions d'euros contre 46 millions au titre de l'exercice 2022, comptabilisé dans le poste « charges des autres activités » du compte de résultat.

5.j ECARTS D'ACQUISITION

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Valeur nette comptable en début de période	-	-
Acquisitions	182	-
Cessions	-	-
Effets des variations de parités monétaires	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur nette comptable en fin de période	182	-
Valeur brute comptable	182	-
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-	-

Les tests de valorisation des écarts d'acquisition reposent sur la méthode de la rentabilité future escomptée (« discounted cash flow method » - DCF).

La méthode DCF repose sur un certain nombre d'hypothèses relatives aux projections de flux de revenus, de dépenses et de coût du risque (flux de trésorerie) fondées sur des plans à moyen terme sur une période de 3 ans. Les flux de trésorerie sont projetés au-delà de 3 ans sur la base d'un taux de croissance à l'infini et peuvent être normalisés lorsque l'environnement court terme ne reflète pas les conditions normales du cycle économique.

5.k PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31 décembre 2022	Dotations nettes aux provisions	Utilisations des provisions	Réévaluations comptabilisées directement en capitaux propres	Variation des parités monétaires et divers	31 décembre 2023
En millions d'euros, au						
Provisions sur engagements sociaux	2	11	(5)	3	7	20
dont avantages postérieurs à l'emploi (<i>note 7.b</i>)	-	4	(4)	3	7	11
dont provisions au titre des autres avantages à long terme (<i>note 7.c</i>)	1		-			1
dont provisions au titre des plans de départ volontaire, pré-retraite, et plans d'adaptation des effectifs (<i>note 7.d</i>)	1	7	-			8
Provisions au titre des comptes et plans d'épargne- logement	-					-
Provisions au titre des engagements de crédit (<i>note 2.f</i>)	1	(1)	-			-
Provisions pour litiges	4	-	(2)		4	7
Autres provisions pour risques et charges	4	2	-		17	23
Total des provisions pour risques et charges	11	13	(7)	3	29	49

5.l TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS

Dans le cadre de l'activité de titrisation pour compte propre décrite dans la note 6.b, le Groupe réalise des opérations de titrisation, dont certaines font l'objet d'un refinancement partiel auprès d'investisseurs externes.

Les actifs financiers que le Groupe a transférés mais qui ne sont pas décomptabilisés sont ainsi essentiellement constitués de créances titrisées. Les passifs associés à ces créances sont constitués des parts de titrisation souscrites par les tiers.

• **Opérations de titrisation avec un refinancement partiel auprès d'investisseurs externes, dont le recours est limité aux actifs transférés :**

	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur de marché des actifs transférés	Valeur de marché des passifs associés	Position nette
En millions d'euros, au 31 décembre 2023					
Titrisation					
Actifs financiers au coût amorti	1 137	834	1 137	834	382
Total	1 137	834	1 137	834	382

	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur de marché des actifs transférés	Valeur de marché des passifs associés	Position nette
En millions d'euros, au 31 décembre 2022					
Titrisation					
Actifs financiers au coût amorti	614	546	615	528	87
Total	614	546	615	528	87

6. ENGAGEMENTS DONNES OU RECUS**6.a ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES OU RECUS**

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe :

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Engagements de financement donnés		
- aux établissements de crédit	-	-
- à la clientèle	789	817
Ouverture de crédits confirmés	789	817
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Total des engagements de financement donnés	789	817
dont strate 1	789	701
dont strate 2	-	109
dont strate 3	-	7
Engagements de financement reçus		
- des établissements de crédit	714	333
Total des engagements de financement reçus	714	333

6.b OPERATIONS DE TITRISATION

• Activité en matière de titrisation pour compte propre (originateur)

Dans le cadre de la gestion courante de la liquidité du Groupe Stellantis Bank SA, des actifs réputés moins liquides peuvent être rapidement mobilisés, au moyen de titrisations de crédits (crédits à la consommation) accordés à la clientèle.

Le Groupe Stellantis Bank SA a mis en place plusieurs opérations de titrisation dans différentes juridictions dans le but de disposer d'un financement à un coût concurrentiel (E Carat 12 PLC et Auto ABS UK Loans PLC), et/ou de permettre un transfert de risque par la commercialisation des parts juniors satisfaisant au critère SRT en conformité avec les exigences CRR (PBD Germany Auto Lease 2021).
Egalement, ces opérations (et la gestion des données y étant rattachées) sont structurées dans le but d'obtenir l'agrément STS.

Tous les établissements privés sont structurés avec une banque sponsor et avec une couverture appropriée des départements internes de crédit, de risque et juridique. Cela garantit les éléments suivants :

- la structure de transaction reçoit l'approbation de crédit ;
- les transactions sont entièrement soutenues par des conseils, internes et externes, afin d'assurer le respect des différents aspects du CRR et des exigences dérivées applicables (US Margin, EMIR, etc.) ;
- les banques effectuent des due diligences de l'activité d'origine, y compris des visites sur site et des " procédures " pour auditer la qualité des données et les processus opérationnels.

Afin de soutenir les processus de diligence requise pour assurer la conformité aux exigences du CRR et à l'obtention du label STS, des ensembles de données détaillés sont présentés pour permettre de modéliser les différents risques.

Concernant les opérations visant un transfert de risque : pour maintenir la conformité à la règle de 5 % de conservation requise en vertu du CRR, les transactions sont structurées, principalement par le rehaussement de crédit, pour s'assurer que l'exigence est satisfaite. Le rendement continu par rapport à cette exigence réglementaire fait l'objet d'une surveillance mensuelle dans le cadre du processus de présentation de l'information financière aux investisseurs.

La création des rapports d'investisseurs est soutenue par une tierce partie, fournissant la plate-forme informatique pour les rapports, avec qui il existe une relation de longue date.

Les plateformes publiques (programme E CARAT) sont toutes cotées publiquement et font intervenir les agences de notation, via l'arrangeur, pour concevoir la structure. Les parties légales et réglementaires concernées sont impliquées pour assurer la conformité de la Note d'information relative à l'offre et du Prospectus.

A la fin de l'exercice, les programmes de titrisation et les soldes des encours titrisés sont :

Titrisation	Transfert significatif de risque (SRT)	Date	Pays	Originateur	Type d'actifs	Encours (M€) au 31/12/2023
E Carat 12 PLC	Non	Juin 2021	Royaume-Uni	Vauxhall Finance PLC	Crédits automobiles	173
PBD Germany Auto Lease 2021	Oui	Novembre 2021	Luxembourg	PSA Bank Deutschland GmbH	Crédits automobiles	277
Auto ABS UK Loans PLC	Non	Octobre 2020	Royaume-Uni	Stellantis Financial Services UK	Crédits automobiles	687
Total						1 137

7. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

7.a FRAIS DE PERSONNEL

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Salaires et traitements fixes et variables, intéressement et participation	74	70
Charges au titre des avantages sociaux	22	12
Impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations	-	-
Total des frais de personnel	96	82

7.b AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI

La norme IAS 19 distingue deux catégories de dispositifs, chacun traité différemment selon le risque supporté par l'entreprise. Lorsque l'engagement de l'entreprise consiste uniquement à verser un montant défini (exprimé en pourcentage du salaire annuel du bénéficiaire par exemple) à un organisme externe, qui assure le paiement des prestations en fonction des avoirs disponibles pour chaque participant au régime, il est qualifié de régime à cotisations définies. En revanche, lorsque l'engagement consiste pour l'entreprise à gérer les actifs financiers financés par la collecte de cotisations auprès des employés et à assumer elle-même la charge des prestations – ou à en garantir le montant final soumis à des aléas futurs – il est qualifié de régime à prestations définies. Il en est de même si l'entreprise confie sous mandat la gestion de la collecte des cotisations et du paiement des prestations à un organisme externe, mais conserve le risque lié à la gestion des actifs et/ou à l'évolution future des prestations.

• Principaux régimes de retraite à cotisations définies du Groupe Stellantis Bank SA

Le Groupe Stellantis Bank SA cotise à différents organismes nationaux et interprofessionnels de retraite de base et complémentaires.

Les montants versés au titre des régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies s'établissent à 2 millions d'euros pour l'exercice 2023, contre 2 millions d'euros l'exercice 2022.

La ventilation par zone géographique est la suivante :

Montant des cotisations en millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Allemagne	-	-
Royaume-Uni	2	2
Autres	-	-
TOTAL	2	2

• Principaux régimes de retraite à prestations définies du Groupe Stellantis Bank SA et indemnités de départ ou de fin de carrière

Certaines des entités opèrent des régimes de retraite à prestations définies. Il s'agit principalement de régimes bénéficiant aux salariés des entités situées en Allemagne, qui sont financés à hauteur de 93 % au 31 décembre 2023, contre 109 % au 31 décembre 2022.

Cette année, Stellantis Financial Services UK Ltd au Royaume-Uni et PSA Bank Deutschland GmbH en Allemagne ont intégré le Groupe Stellantis Bank SA. Les deux régimes de retraite en vigueur au sein des entités ont ainsi été intégrés pour un actif net de 7 millions d'euros, le régime au UK présentant une situation de surplus.

• Engagements relatifs aux régimes de retraite à prestations définies et aux indemnités de départ ou de fin de carrière

- Actifs et passifs comptabilisés au bilan

En millions d'euros, au 31 décembre 2023	Valeur actualisée brute des obligations pour tout ou partie financées par des actifs	Valeur actualisée des obligations	Valeur de marché des actifs de régime	Obligation nette	dont actif comptabilisé au bilan pour les régimes à prestations définies	dont actifs nets des régimes à prestations définies	dont obligation comptabilisée au bilan pour les régimes à prestations définies
Allemagne	119	119	(110)	9	-	-	9
Royaume-Uni	28	28	(37)	(9)	(9)	(9)	-
Autres	2	2		2	-	-	2
TOTAL	149	149	(147)	2	(9)	(9)	11

En millions d'euros, au 31 décembre 2022	Valeur actualisée brute des obligations pour tout ou partie financées par des actifs	Valeur actualisée des obligations	Valeur de marché des actifs de régime	Obligation nette	dont actif comptabilisé au bilan pour les régimes à prestations définies	dont actifs nets des régimes à prestations définies	dont obligation comptabilisée au bilan pour les régimes à prestations définies
Allemagne	82	82	(89)	(7)	(7)	(7)	-
Autres	6	6	(6)		-	-	-
TOTAL	88	88	(95)	(7)	(7)	(7)	-

- Variation de la valeur actualisée des obligations

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Valeur actualisée des obligations en début de période	88	129
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1
Charge liée à l'actualisation des engagements	6	1
Effets des liquidations de régime		
Pertes ou (gains) actuariels liés au changement d'hypothèses financières	9	(31)
Pertes ou (gains) actuariels liés aux écarts d'expérience	1	(2)
Pertes ou (gains) actuariels liés au changement d'hypothèses démographiques		
Prestations versées aux bénéficiaires directement payées par l'employeur		
Prestations versées aux bénéficiaires de prestations financées	(6)	(4)
Incidence des variations de régime	50	(6)
Valeur actualisée des obligations en fin de période	149	88

- Variation de la valeur de marché des actifs de régime

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Valeur de marché des actifs en début de période	95	115
Produit d'intérêt des actifs	6	1
(Pertes) gains actuariels de la période	(6)	(12)
Cotisations versées par le Groupe SFS		
Prestations versées aux bénéficiaires de prestations financées	(6)	(4)
Incidence des variations de régime	58	(5)
Valeur de marché des actifs en fin de période	147	95

- Composantes de la charge relative aux plans à prestations définies

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Coût des services	1	1
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1
Effets des liquidations de régime		
Charge financière nette		
Charge liée à l'actualisation des engagements	6	1
Produit d'intérêt des actifs de régime	(6)	(1)
Total porté dans les « Frais de personnel »	1	1

- Autres éléments comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Autres éléments comptabilisés directement en capitaux propres	(16)	21
(Pertes)/Gains actuariels sur les actifs de régime	(6)	(12)
(Pertes)/Gains actuariels d'hypothèses démographiques sur la valeur actualisée des obligations		-
(Pertes)/Gains actuariels d'hypothèses financières sur la valeur actualisée des obligations	(9)	31
(Pertes)/Gains actuariels dits d'expérience sur la valeur actualisée des obligations	(1)	2

- Principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements

Pour la zone monétaire euro, le Groupe Stellantis Bank SA détermine les hypothèses d'actualisation sur la base des obligations privées de haute qualité, dont la maturité correspond à la durée des engagements évalués.

Les intervalles de taux retenus sont les suivants :

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires (1)	Taux d'actualisation	Taux d'augmentation future des salaires (1)
En pourcentage				
Allemagne	3,20 %	2,30 % à 2,50 %	3,80 %	2,50 %
Royaume-Uni	5,30 %	3,20 %	na	na
(1) Y compris dérive des prix (inflation)				

L'effet d'une variation des taux d'actualisation de 100pb sur la valeur actualisée des engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi est le suivant :

Evolution de la valeur actualisée des obligations En millions d'euros	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Taux d'actualisation -100pb	Taux d'actualisation +100pb	Taux d'actualisation -100pb	Taux d'actualisation +100pb
Allemagne	17	(14)	14	(11)
Royaume-Uni	4	(4)	na	na

Les hypothèses d'inflation utilisées pour le calcul des engagements sont déterminées localement selon la zone monétaire, à l'exception de la zone euro pour laquelle l'hypothèse est déterminée centralement.

Les taux d'inflation moyens pondérés par la valeur des engagements sont les suivants :

- sur la zone euro : 2,30 % au 31 décembre 2023 contre 2,30 % au 31 décembre 2022 ;
- au Royaume-Uni : 3,20 % au 31 décembre 2023.

L'effet d'une hausse des taux d'inflation de 100 pb sur la valeur des engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi est le suivant :

	31-déc.-23	31-déc.-22
Evolution de la valeur actualisée des obligations En millions d'euros	Taux d'inflation +100pb	Taux d'inflation + 100pb
Allemagne	14	12
Royaume-Uni	4	na

Les effets des variations aux taux d'inflation et aux taux d'actualisation présentés ci-dessus ne sont pas cumulatifs.

- Rendement effectif des actifs de régime au cours de la période

En pourcentage	Exercice 2023	Exercice 2022
Allemagne	9,65 % à 11,50 %	-11,10 %
Royaume-Uni	-9,00 %	na

- Ventilation des actifs de couverture

En pourcentage	31 décembre 2023						31 décembre 2022					
	Actions	Obligations gouvernementales	Obligations non gouvernementales	Immobilier	Compte de dépôt	Autres	Actions	Obligations gouvernementales	Obligations non gouvernementales	Immobilier	Compte de dépôt	Autres
Allemagne	24 %	55 %	0 %	0 %	0 %	21 %	27 %	70 %	-	-	3 %	-
Royaume-Uni	2 %	0 %	95 %	0 %	3 %	0 %	-	-	-	-	-	100 %
Groupe SFS	18 %	41 %	24 %	-	1 %	16 %	25 %	66 %	-	-	3 %	6 %

Le Groupe Stellantis Bank SA a mis en place une gouvernance de gestion des actifs en représentation des engagements de retraite à prestations définies dont les principaux objectifs sont l'encadrement et le contrôle des risques en matière d'investissement.

Elle détaille notamment les principes d'investissement, en particulier la définition d'une stratégie d'investissement des actifs de couverture reposant sur des objectifs financiers et l'encadrement des risques financiers, en vue de préciser la façon dont les actifs de couverture doivent être gérés, au travers de mandats de délégation de gestion financière.

La stratégie d'investissement prévoit qu'une étude d'adossement des actifs et des passifs doit être réalisée a minima tous les 3 ans pour les plans dont la valeur des actifs est supérieure à 100 millions d'euros.

7.c AUTRES AVANTAGES A LONG TERME

Le Groupe Stellantis Bank SA consent à ses salariés divers avantages à long terme, principalement des primes d'ancienneté et la faculté d'épargner des jours de congés.

La provision nette correspondante s'élève à 1 million d'euros au 31 décembre 2023, inchangée par rapport au 31 décembre 2022.

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Provisions nettes au titre des autres avantages à long terme	1	1

7.d INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL

Le Groupe Stellantis Bank SA a mis en place des plans de départs anticipés reposant sur le volontariat de salariés répondant à certains critères d'éligibilité. Les charges liées aux plans de départ volontaire et aux plans d'adaptation des effectifs font l'objet de provisions au titre des personnels en activité éligibles dès lors que le plan concerné a fait l'objet d'un accord ou d'une proposition d'accord paritaire.

En millions d'euros, au	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Provisions au titre des plans de départ volontaire, pré-retraite, et plans d'adaptation des effectifs	8	1

8. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.a EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

• Opérations réalisées sur le capital

Au 31 décembre 2023, le capital de Stellantis Bank est constitué de 3 450 039 actions de 38 euros de nominal entièrement libérées, contre 2 682 359 actions de 38 euros au 31 décembre 2022.

Au titre du projet Omega, une première augmentation de capital de 24.371.072 euros de nominal, décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 mars 2023, a été réalisée et a porté le capital de 101.929.642 euros à 126.300.714 euros par l'émission de 641.344 actions nouvelles de 38 euros de valeur nominale, assortie d'une prime d'émission d'un montant global de 360.627.731,20 euros.

Une deuxième augmentation de capital d'un montant nominal de 4.800.768 euros a été décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2023, dont la réalisation a été constatée par le Conseil d'Administration du 12 juillet 2023, qui a porté le montant du capital de 126.300.714 euros à 131.101.482 euros par l'émission de 126.336 actions nouvelles de 38 euros de valeur nominale, assortie d'une prime d'émission d'un montant global de 75.198.977,28 euros.

• Résultat par action ordinaire

Le résultat de base par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Le Groupe Stellantis Bank SA n'ayant pas d'instrument dilutif en actions ordinaires, le résultat de base par action ordinaire est égal au résultat dilué par action ordinaire.

Au 31 décembre 2023, le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de la période s'élève à 3 223 979, contre 2 682 359 au 31 décembre 2022.

Le résultat de base par action ordinaire sur l'exercice 2023 s'élève à 77,01 euros contre 54,20 euros sur l'exercice 2022.

8.b REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET PERTE DE CONTROLE OU D'INFLUENCE NOTABLE

• Opérations de l'exercice 2023

Le 3 avril 2023, BNP Paribas Personal Finance et Stellantis Financial Services Europe ont réorganisé leur partenariat. Dans le cadre de cette opération Stellantis Bank conduira l'activité de captive de Stellantis dans les activités de financement dans trois marchés stratégiques : l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni.

Cette opération se décline par le rachat de trois entités dans ces trois pays concomitamment à la cession d'activités à différentes joint-ventures de Stellantis en France, en Italie et en Espagne. Dans les comptes consolidés 2022, la cession des portefeuilles Retail italiens et espagnols a été traitée, en application de la norme IFRS 5, comme des activités destinées à être cédées.

Cette restructuration a pour conséquence d'augmenter le bilan du Groupe de 8 milliards d'euros, notamment les actifs financiers au coût amorti, et de constater un résultat de cession de 54 millions d'euros et un écart d'acquisition de 182 millions d'euros.

• Opérations de l'exercice 2022

Aucune opération significative de regroupement d'entreprises n'a eu lieu au cours de l'exercice 2022.

8.c ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES

Néant.

8.d RESTRICTIONS SIGNIFICATIVES DANS LES FILIALES, COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

Restrictions significatives relatives à la capacité des entités à transférer de la trésorerie vers le Groupe

La capacité des entités à payer des dividendes ou à rembourser des prêts et avances dépend, entre autres, des contraintes locales réglementaires en termes de capitalisation, des réserves statutaires et des performances financières et opérationnelles des entités. Au cours des exercices 2022 et 2023, aucune entité du Groupe Stellantis Bank SA n'a connu de restriction significative autre que celles liées aux contraintes réglementaires.

Restrictions significatives relatives à la capacité du Groupe à utiliser des actifs logés dans des entités structurées consolidées :

L'accès aux actifs des entités structurées consolidées dans lesquelles des investisseurs tiers ont investi est limité dans la mesure où les actifs de ces entités sont réservés au bénéfice des porteurs de parts ou de titres. Le montant total de ces actifs est présenté dans la note 5.I Transferts d'actifs financiers.

8.e REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Aucune rémunération n'a été versée aux membres des organes de direction et d'administration pour l'exercice 2023, de même que pour l'exercice 2022.

8.f RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES

Les autres parties liées au Groupe Stellantis Bank SA sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les autres sociétés du Groupe BNP Paribas, ainsi que les entités assurant la gestion des avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel (exception faite des régimes multi-employeurs et intersectoriels).

Les transactions opérées entre le Groupe Stellantis Bank SA et les parties qui lui sont liées sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

RELATIONS ENTRE LES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE

La liste des sociétés consolidées du Groupe Stellantis Bank SA est présentée dans la note 8.h « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation. Les tableaux suivants présentent les opérations réalisées avec des entités consolidées par mise en équivalence. Sont également reprises toutes les opérations réalisées avec les autres sociétés du Groupe BNP Paribas consolidées par intégration globale.

• Encours des opérations réalisées avec les parties liées

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées
En millions d'euros						
ACTIF						
Comptes ordinaires	129			74		
Prêts	-			126		
Titres	-					
Actifs divers	11			107		
Total	140	-	-	307	-	-
PASSIF						
Comptes ordinaires				1		
Autres emprunts	11 694			6 981		
Dettes représentées par un titre	187			98		
Passifs divers	-			23		
Total	11 881	-	-	7 103	-	-

• **Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées**

	Exercice 2023			Exercice 2022		
	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées	Autres entreprises consolidées dans le Groupe BNP Paribas	Coentreprises	Entreprises associées
En millions d'euros						
Intérêts et produits assimilés	82			19		
Intérêts et charges assimilées	(450)			(89)		
Commissions (produits)	1			6		
Commissions (charges)						
Prestations de services rendues				1		
Total	(367)	-	-	(63)	-	-

8.g VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COUT AMORTI

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2023. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité de Stellantis Bank SA ;

- la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte pour les besoins de la gestion des activités de banque commerciale qui utilisent les instruments financiers correspondants ;

- la réévaluation des instruments financiers comptabilisés au coût historique suppose souvent d'utiliser des modèles de valorisation, des conventions et des hypothèses qui peuvent varier d'une institution à l'autre. Par conséquent, la comparaison des valeurs de marché présentées, pour les instruments financiers comptabilisés au coût historique, par différentes institutions financières n'est pas nécessairement pertinente ;

- enfin, les valeurs de marché reprises ci-après ne comprennent pas les valeurs de marché des opérations de location-financement, des instruments non financiers tels que les immobilisations et les survaleurs, mais aussi les autres actifs incorporels tels que la valeur attachée aux portefeuilles de dépôts à vue ou à la clientèle en relation avec le Groupe dans ses différentes activités. Ces valeurs de marché ne sauraient donc être considérées comme la valeur contributive des instruments concernés à la valeur du Groupe Stellantis Bank SA.

En millions d'euros, au 31 décembre 2023	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
ACTIFS FINANCIERS					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle(1)		224	7 613	7 837	7 842
Titres de dette au coût amorti (note 5.d)					
PASSIFS FINANCIERS					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		15 359		15 359	15 359
Dettes représentées par un titre (note 5.f)		843		843	843
Dettes subordonnées (note 5.f)		374		374	374
(1) Hors location financement					

En millions d'euros, au 31 décembre 2022	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
ACTIFS FINANCIERS					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle(1)		220	3 375	3 595	3 620
Titres de dette au coût amorti (note 5.d)	-	-		-	
PASSIFS FINANCIERS					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		8 791		8 791	8 800
Dettes représentées par un titre (note 5.f)	-	554		554	556
Dettes subordonnées (note 5.f)	-	160		160	160
(1) Hors location financement					

Les techniques de valorisation utilisées et les hypothèses retenues assurent une mesure homogène de la valeur de marché des instruments financiers actifs et passifs comptabilisés au coût amorti au sein du Groupe Stellantis Bank SA : lorsque les prix cotés sur un marché actif sont

disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. A défaut, la valeur de marché est déterminée à l'aide de techniques de valorisation, telles que l'actualisation des flux futurs estimés pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti, ou telles que des modèles de valorisation spécifiques pour les autres instruments financiers, ainsi qu'ils sont décrits dans la note 1 relative aux principes comptables appliqués par le Groupe. La description des niveaux de la hiérarchie de juste valeur est également présentée dans les principes comptables (note 1.e.9). La valeur de marché retenue pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti dont la maturité initiale est inférieure à un an (y compris exigibles à vue), ainsi que pour la plupart des produits d'épargne réglementée, est la valeur comptabilisée. Ces instruments ont été présentés en Niveau 2, à l'exception des crédits à la clientèle, classés en Niveau 3.

8.h EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La Financial Conduct Authority (FCA) mène actuellement une investigation sur les schémas de commissionnements discrétionnaires des sociétés offrant des services de financement automobile au Royaume Uni. Stellantis Financial Services UK fait actuellement l'objet d'une revue de la part du FCA à ce titre. L'enquête couvre les contrats émis entre 2007 et 2021. Au regard des éléments disponibles à date, aucune provision n'a été retenue à ce titre.

8.i PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Pays	31 décembre 2023				31 décembre 2022			
		Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
Société consolidante									
Stellantis Bank SA (Ex-Opel Bank)	France								
Stellantis Bank SA (succ. Allemagne) (Ex-Opel Bank (succ. Allemagne))	Allemagne	IG	100,0 %	100,0 %		IG	100,0 %	100,0 %	
Stellantis Bank SA (succ. Autriche) (Ex-Opel Bank (succ. Autriche))	Autriche	IG	100,0 %	100,0 %		IG	100,0 %	100,0 %	
Stellantis Bank SA (succ. Espagne) (Ex-Opel Bank (succ. Espagne))	Espagne				S1	IG	100,0 %	100,0 %	D2
Stellantis Bank SA (succ. Italie) (Ex-Opel Bank (succ. Italie))	Italie				S1	IG	100,0 %	100,0 %	D2
Sociétés consolidées									
E Carat 10 [†]	France				S1	IG	-	-	
E Carat 10 PLC [†]	Royaume-Uni								S3
E Carat 11 PLC [†]	Royaume-Uni				S3	IG	-	-	
E Carat 12 PLC [†]	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
Opel Finance BV	Belgique								S3
Opel Finance NV	Pays-Bas	S3				IG	100,0 %	100,0 %	
Opel Finance SA	Suisse	IG	100,0 %	100,0 %		IG	100,0 %	100,0 %	
Vauxhall Finance Ltd (Ex-Vauxhall Finance PLC)	Royaume-Uni	IG	100,0 %	100,0 %		IG	100,0 %	100,0 %	
Auto ABS UK Loan Plc [†]	Royaume-Uni	IG	-	-	E3				
Stellantis Financial Services UK Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0 %	100,0 %	E3				
PBD Germany Auto Lease Master SA [†]	Luxembourg	IG	-	-	E3				

Mouvements de périmètre

Entrées (E) de périmètre

E1 Franchissement des seuils de consolidation

E2 Création d'entité

E3 Acquisition, prise de contrôle ou d'influence notable

Sorties (S) de périmètre

S1 Cessation d'activité (dissolution, liquidation,...)

S2 Cession hors Groupe, perte de contrôle ou d'influence notable

S3 Franchissement des seuils de consolidation

S4 Fusion-absorption, Transmission Universelle du Patrimoine

[†] Fonds commun de titrisation

Divers

D1 Changement de méthode de consolidation non lié à une variation de taux

D2 Entités d'une activité destinée à être cédée

8.j HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au titre de l'exercice 2023	BDO		Mazars		TOTAL	
Montant hors taxe, en milliers d'euros	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes	1 615	99 %	1 865	99 %	3 480	99 %
- Emetteur	404		442		846	
- Filiales consolidées	1 211		1 423		2 634	
Services autres que la certification des comptes	9	1 %	25	1 %	34	1 %
- Emetteur	9		25		34	
- Filiales consolidées						
TOTAL	1 624	100 %	1 890	100 %	3 514	100 %
dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes	404		442		846	
dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des	8		25		33	

Au titre de l'exercice 2022	Deloitte		BDO		Mazars		TOTAL	
Montant hors taxe, en milliers d'euros	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes	914	96 %		0 %	1 088	99 %	2 002	97 %
- Emetteur	424				363		787	
- Filiales consolidées	490				725		1 215	
Services autres que la certification des comptes	37	4 %		0 %	15	0 %	52	3 %
- Emetteur	4				15		19	
- Filiales consolidées	33						33	
TOTAL	951	100 %	-	0 %	1 103	99 %	2 054	100 %
dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes	424		-		369		793	
dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes	4		-		15		19	

Le montant total des honoraires de services autres que la certification des comptes versés aux Commissaires aux comptes n'appartenant pas au réseau de l'un de ceux certifiant les comptes consolidés et individuels de Stellantis Bank SA, mentionnés dans le tableau ci-dessus, s'élève à 62 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023.

Affectation du Résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, à la suite de la présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, **approuve** les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe) tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale **décide d'affecter** le bénéfice réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, d'un montant de 113.828.901,11 €, comme suit :

- Bénéfice de l'exercice	113.828.901,11 €
- Affectation à la réserve légale à hauteur de :	2.917.184,00 €
- Report à nouveau	0 €
Bénéfice distribuable :	110.911.717,11 €
- Affectation en totalité à titre de dividendes aux actionnaires, soit :	110.911.717,11 €
représentant un montant de dividende par action d'environ 32,15 €.	

L'Assemblée **décide en outre de procéder à une distribution additionnelle** prélevée sur le compte « Réserves facultatives », comme suit :

Distribution additionnelle

- Prélèvement sur le compte « Réserves facultatives » à titre de dividende additionnel d'un montant de : 134.455.056,57 € représentant un dividende par action d'environ 38,97 €.

En conséquence, le montant total distribué aux actionnaires, comprenant le solde du bénéfice distribuable et le montant prélevé sur les Réserves facultatives, représente une distribution totale de 245.366.773,68 € représentant un montant de dividende par action de 71,12 € dont le paiement pourra être effectué à compter de ce jour.

En conséquence de l'affectation et de la distribution additionnelle ci-dessus, le solde du compte « Réserve légale » passe de 10.192.964,20 € à 13.110.148,20 €, le poste de « Réserves facultatives » de 954.883.364,30 €, à 820.428.307,73 € et les capitaux propres de la Société s'élèveraient à 2.209.012.836,17 € (hors provisions réglementées).

Il est par ailleurs précisé que, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, la totalité du dividende proposé est, en principe, soumise à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, au taux global de 30 % (« Prélèvement Forfaitaire Unique ») comprenant :

- l'impôt sur le revenu au taux de 12,8 % (article 200 A, 1 du Code général des impôts) ; et
- les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine au taux global de 17,2 %.

L'établissement payeur doit, en principe, procéder à un prélèvement à la source obligatoire sur le montant brut du dividende distribué, au taux de 12,8 %, à titre d'acompte sur l'impôt sur le revenu (article 117 quater du Code général des impôts).

Il est également précisé qu'en cas d'option pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu, conformément aux dispositions du 2 de l'article 200, A du Code général des impôts, la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 %, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158, 3 du Code général des impôts. Pour rappel, l'option pour le barème progressif est exercée annuellement lors du dépôt de la déclaration de revenus. Cette option est globale - elle concerne l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du Prélèvement Forfaitaire Unique - et irrévocable pour l'année au titre de laquelle elle est exercée.

Il est enfin rappelé ci-dessous les dividendes mis en distribution par la Société au titre des trois derniers exercices :

Exercice clos	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31 décembre 2022	Aucun	Aucun	Aucun
31 décembre 2021	Aucun	Aucun	Aucun
31 décembre 2020	37.016.554,20 €	Aucun	Aucun

L'Assemblée Générale **prend acte** de ce que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 28 009,84 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts. A cette charge s'ajoute un produit non taxable de 7 089 665,43 €, soit une déduction nette de 7 061 655,59 €.

Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdits charges et produits s'élève à 1 913 979,10 €.

L'Assemblée Générale **donne quitus** entier et sans réserve au Conseil d'Administration, de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion sera tenu à la disposition du public au siège social de la société STELLANTIS BANK.